



L'ALLEMAGNE ENTRE DANS LE CAMP DES INGOUVERNABLES

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des Études au Millénaire



AVANT-PROPOS

Les élections fédérales allemandes du 23 février 2025 marquent un tournant décisif dans l'histoire politique du pays. À bien des égards, elles ne sont pas seulement un scrutin législatif ordinaire, mais **le reflet d'une crise politique et institutionnelle profonde, symptomatique des bouleversements qui traversent l'ensemble des démocraties européennes**. L'Allemagne, longtemps perçue comme un modèle de stabilité, est aujourd'hui confrontée à un phénomène inédit : la fragmentation et la polarisation de son paysage politique, l'érosion de la confiance envers les partis traditionnels et la montée en puissance des formations populistes, tant à droite qu'à gauche.

Ce phénomène pose une question essentielle : **l'Allemagne est-elle en train de devenir une démocratie ingouvernable ?** De même, comment la culture du « compromis à l'allemande » peut-elle survivre dans un contexte de fragmentation et de polarisation électorale ?

L'histoire politique allemande a toujours été marquée par la nécessité de compromis. Dès la République de Weimar (1919-1933), l'incapacité des partis modérés à stabiliser un système parlementaire fragmenté avait conduit à une crise institutionnelle majeure, facilitant l'ascension du nazisme. Après 1949, la République fédérale a justement cherché à éviter ces erreurs, en instaurant un système politique hybride alliant représentation proportionnelle et stabilité institutionnelle. **Ce modèle, longtemps efficace sous l'égide de la CDU/CSU et du SPD, semble désormais atteindre ses limites**. Les élections de 2021, puis l'échec du gouvernement Scholz en 2024, témoignent de cette nouvelle ère d'incertitude où aucune majorité claire ne semble émerger, rendant la gouvernabilité du pays de plus en plus difficile.

Au-delà des considérations purement électorales, cette instabilité politique s'inscrit dans un contexte plus large, marqué par plusieurs limites structurelles liées au fait que le merkelisme n'a pas bien préparé l'Allemagne à la nouvelle ère. En effet, en privilégiant la recherche de la prospérité au

détriment de la souveraineté, l'Allemagne était prête à vivre dans un monde pacifié et de progrès. Or, la réélection de Trump, le durcissement de la stratégie chinoise, le réveil des nations-empires comme la Russie de Poutine ou la Turquie d'Erdogan rendent impérative la recherche de souveraineté. Dépendante des Etats-Unis sur le plan militaire, de la Russie sur le plan énergétique et de la Chine sur le plan économique, l'Allemagne n'est pas prête.

Ainsi, ces élections constituent bien plus qu'un simple test électoral : **elles sont le baromètre d'une crise systémique qui pourrait redéfinir durablement l'équilibre politique allemand.** Pour trois raisons majeures, le pays s'apprête à basculer dans une dynamique proche de celle observée en France après les élections législatives du 7 juillet 2024.

L'axe de la droite et de l'extrême droite a gagné en influence au sein de l'opinion publique allemande. La CDU, le parti conservateur historique, recueille aujourd'hui entre 30 et 35 % des intentions de vote. L'AfD, parti populiste de droite radicale, progresse fortement avec des estimations oscillant autour de 20 %. Ensemble, ces deux formations pourraient constituer une majorité parlementaire. Cependant, cette majorité théorique dans les intentions de vote ne se traduit pas en une capacité effective à gouverner. **La CDU, sous la pression de la droitisation de son électorat et d'une concurrence accrue de l'AfD, a durci son discours, mais a maintenu le cordon sanitaire.** Alors que toute union des droites est impossible alors d'autres alliances doivent être trouvées.

Deux options sont possibles : **une coalition CDU/SPD plus des partis pivots, mais le déclin du SPD et sa radicalisation à gauche posent deux limites.** Celle de l'obtention de la majorité qui n'est pas certaine et celle de la gouvernabilité. Un pacte de non-censure comme en France pourrait être expérimenté. Seconde option, **la constitution progressive d'une union des gauches sur le modèle du NFP** avec un SPD et des Verts qui pourraient être attirés plus à gauche (**à l'image du PS français d'Olivier Faure en 2022 et de Benoit Hamon en 2017**) pour composer une alliance avec une gauche

radicale encore désunie. Ainsi, on pourrait assister à **un renversement des alliances si l'union des droites bloque le pays à l'image de l'Espagne, où Pedro Sanchez (PSOE) a réussi à former une coalition allant du centre-gauche à l'extrême gauche sans être majoritaire**. Mais les dissensions entre les forces de gauche restent, pour l'heure, un frein à la constitution d'une alternative claire et cohérente.

Cette note propose d'analyser en profondeur les enjeux des élections fédérales allemandes de 2025, en revenant sur les dynamiques politiques qui ont conduit à cette situation, les forces en présence et les scénarios possibles pour l'avenir. Elle vise à éclairer les défis auxquels l'Allemagne est confrontée et les différents scénarios probables après ces élections anticipées.

AVANT-PROPOS	2
<i>FIN DE L'ÈRE MERKEL ET DÉBUT DE L'INSTABILITÉ EN ALLEMAGNE.....</i>	7
L'INVENTAIRE DU MERKELISME, PREALABLE POUR COMPRENDRE LA SITUATION POLITIQUE ALLEMANDE	7
LE MERKELISME, UNE PHILOSOPHIE POUR GERER UN APOGEE	7
LE MERKELISME, UN MODELE DE GOUVERNANCE PARADOXAL	11
LE MERKELISME, UN MODELE QUI A MAL PREPARE L'ALLEMAGNE A LA NOUVELLE ERE	12
LE CHAMBOULEMENT DES ÉLECTIONS DE 2021 ET COALITION EN FEU TRICOLORES	14
L'ÉLECTION DE 2021 : VERS UN RÉALIGNEMENT POLITIQUE	14
UNE COALITION FRAGILE COUVANT UNE CRISE POLITIQUE D'INGOUVERNABILITE	18
VERS LA CRISE POLITIQUE : L'EFFONDREMENT DE LA COALITION.....	21
DES INDICATEURS DANS LE ROUGE	23
UNE ÉCONOMIE EN PANNE : DÉCLIN INDUSTRIEL ET TENSIONS BUDGÉTAIRES.....	23
FRACTURES SOCIALES ET MONTÉE DU POPULISME	25
SÉCURITÉ ET IMMIGRATION : UN DÉBAT EXPLOSIF	25
<i>L'ALLEMAGNE A LA CROISEE DES CHEMINS.....</i>	27
MODE DE SCRUTIN ET NOUVELLE LOI ÉLECTORALE	27
LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME ÉLECTORAL ALLEMAND.....	27
LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 2024	29
FAIRE SURVIVRE LA CULTURE DU « COMPROMIS A L'ALLEMANDE » DANS UN PAYS POLARISE.....	31
FAIRE SURVIVRE LA CULTURE DU « COMPROMIS A L'ALLEMANDE » DANS UN PAYS POLARISE	Erreur ! Signet non défini.
VERS UNE FRACTURE GENERATIONNELLE	32
UN NOUVEAU VOTE DE CLASSE ?	32
VERS UNE FRACTURE TERRITORIALE ?	33
LES ENJEUX PAR PARTI.....	43
LE SPD DE SCHOLZ : UN PARTI EN PERDITION	43
LA CDU/CSU DE MERZ: FAVORI DES SONDAGES, SANS CONVAINCRE	46
L'AFD DE WEIDEL: UN POUVOIR DE NUISANCE.....	50
EXTRÊME GAUCHE : UNE BATAILLE POUR LE LEADERSHIP ENTRE LE BSW ET DIE LINKE.....	53
LES VERTS DE HABECK (DIE GRÜNE): UN PARTI QUI RÉSISTE	57
LE FDP DE LINDNER: DE FAISEUR DE ROI À UN PARTI AU BORD DE L'EXPLOSION.....	60

SCENARIO ELECTORAL : L'Allemagne ENTRE DANS LE CAMP DES INGOUVERNABLES

.....	65
CONTEXTE ELECTORAL	65
LE CONTEXTE POLITIQUE MENANT AUX ÉLECTIONS ANTICIPÉES	65
LES SONDAGES D'OPINION	66
FIABILITÉ DES SONDAGES EN ALLEMAGNE	67
VERS UNE FORTE PROGRESSION ELECTORALE DE L'EXTREME DROITE	69
UNE TENDANCE OBSERVEE LORS DES ELECTIONS DE L'ANNEE 2024	69
UNE TENDANCE QUI REPOSE SUR UNE CONTINUITE HISTORIQUE RECENTE	70
L'Allemagne ENTRE DANS LE « CAMP DES INGOUVERNABLES »	74
Union des droites CDU/CSU avec AfD	79
Gouvernement minoritaire et instabilité	82
CoNSEQUENCES DE L'INSTABILITE POLITIQUE : DE NOUVELLES ELECTIONS A VENIR ? ..	86
CONCLUSION.....	89

FIN DE L'ÈRE MERKEL ET DÉBUT DE L'INSTABILITÉ EN ALLEMAGNE

L'INVENTAIRE DU MERKELISME, PREALABLE POUR COMPRENDRE LA SITUATION POLITIQUE ALLEMANDE

LE MERKELISME, UNE PHILOSOPHIE POUR GERER UN APOGEE

Angela Merkel est portée au pouvoir en 2005 après la courte victoire de la CDU (parti des démocrates-chrétiens) qui recueille 35,2% des suffrages contre 34,2% des suffrages pour le SPD (parti social-démocrate). Au terme de 5 semaines de négociations, elle devient la plus jeune chancelière de l'Allemagne post-Seconde guerre mondiale, à la tête de la plus grande coalition d'après-guerre. **En 2005, la coalition CDU-SPD repose sur une assise parlementaire ultrasolide : 448 parlementaires sur 614, soit près de 73% du Bundestag.** La « grande coalition » marque la naissance du merkelisme.

Le « merkelisme » se distingue par une approche pragmatique, ancrée dans une recherche permanente de stabilité et de consensus. Angela Merkel, issue d'une formation en physique, a transposé sa rigueur scientifique dans sa manière de gouverner, privilégiant la prise de décision basée sur des faits et l'équilibre des forces plutôt que l'idéologie pure. **La stabilité politique, économique, fiscale, administrative ou encore culturelle est considérée comme un facteur de prospérité.** Cette philosophie s'est imposée en Allemagne, expliquant pourquoi le SPD arrimé à la coalition n'a jamais pu battre Angela Merkel, mais surtout a irrigué les institutions européennes, créant un « modèle allemand ».

Sur la base des mémoires d'Angela Merkel, on pourrait définir le merkelisme comme un agrégat de 3 piliers¹.

Tout d'abord, **le merkelisme repose sur des principes proches de la « realpolitik » emprunté à Otto von Bismarck**. Cette doctrine repose sur une **gestion des affaires politiques basée sur les réalités du pouvoir et le rapport de force plutôt que sur des idéaux ou des concepts abstraits**. Merkel, comme Bismarck, a privilégié une politique étrangère, européenne et même intérieure visant à maintenir l'équilibre.

Sur le plan de la politique étrangère, le merkelisme préconise une « diplomatie à la carte » en fonction des intérêts allemands. L'Allemagne sous les années Merkel a plutôt privilégié la préservation de relations économiques privilégiées avec les pays servant son modèle économique industriel exportateur. Citons notamment la Chine et les Etats-Unis en tant que débouchés commerciaux, la Russie ou la Turquie pour son approvisionnement énergétique et enfin, une culture de la « retenue militaire » se désolidarisant des opérations extérieures des autres pays occidentaux (Etats-Unis ou France en Libye, etc.) afin de normaliser ses relations avec les pays du Sud Global.

Sur le plan européen, le merkelisme embrasse la vision d'une Europe basée sur la **défense des intérêts nationaux et du rapport de force au sein des institutions européennes**. L'Europe doit constituer un atout et non un boulet pour être en quelque sorte une caisse de résonance des intérêts allemands ce qui s'est traduit par le soutien aux élargissements à l'Est recentrant le centre de gravité de l'Europe de Bruxelles à Berlin. Au point même de théoriser le « diktat de l'austérité » après la crise des dettes souveraines en 2010-2012.

Enfin sur le plan intérieur, le merkelisme se traduit aussi par une volonté bismarkienne **d'équilibrer différentes forces politiques et de composer**

¹ **Merkel, Angela et Beate Baumann.** *Liberté : Mémoires 1954-2021*. Paris : Albin Michel, 2024.

avec ses adversaires tout en conservant l'essence du pouvoir. Elle a ainsi privilégié des alliances pragmatiques, notamment avec le SPD et d'autres partenaires de coalition, pour garantir la stabilité politique.

Deuxième pilier, **la recherche perpétuelle de l'efficacité de la politique économique et des politiques publiques**². Le merkelisme privilégie l'efficacité à la « politique du chiffre ». Cela se traduit par **une subtile combinaison entre pragmatisme, efficacité budgétaire et adaptation aux défis contemporains.**

Sur le plan économique, **l'Allemagne de Merkel a cherché à chaque le meilleur remède à la conjoncture économique.** Par exemple, la crise économique voit la mise en œuvre d'une politique de rigueur budgétaire, notamment à travers l'adoption en 2009 du « frein à l'endettement » (*Schuldenbremse*), inscrivant dans la Constitution une limitation stricte du déficit budgétaire à 0,35 % du PIB. Cette mesure visait à assurer une gestion saine des finances publiques et à éviter un endettement excessif au moment où l'endettement devient le problème n°1 des États et de la zone euro. Cette discipline budgétaire a permis à l'Allemagne de réduire son ratio d'endettement public, passant de 82,4 % du PIB en 2010 à 59,8 % en 2019. **A contrario, au moment de la reprise économique européenne en 2014-2015 sous l'impulsion de Mario Draghi, l'Allemagne augmente ses investissements.** En effet, consciente de l'importance de l'innovation pour la compétitivité économique, l'Allemagne a consacré des ressources substantielles à la recherche et au développement. En 2018, les dépenses en R&D représentaient 3,1 % du PIB, plaçant le pays parmi les leaders mondiaux en la matière. L'efficacité à l'Allemande est d'utiliser la politique économique non pas à des fins idéologiques, mais à des fins d'efficacité économique.

De la même façon sur le plan des politiques publiques, **l'Allemagne de Merkel cherche à répondre à chaque problème par des solutions efficaces.** Au début des années 2000, l'Allemagne se caractérise par des

² Ibid.

inégalités de sécurité fortes entre les anciens Länder de l'Est et de l'Ouest, l'Allemagne de Merkel investit sur le régalien tout en opérant un rééquilibrage : **entre 2015 et 2020, le budget du ministère fédéral de l'Intérieur est passé de 6,6 milliards d'euros à 11,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 68%³**. Autre problème, le déclin éducatif de l'Allemagne qui figure parmi les pays les plus faibles d'Europe au début des années 2000 dans les premiers classements PISA, **l'Allemagne de Merkel a largement encouragé les politiques éducatives des Länder en lançant en 2008 une série de visites dans des établissements scolaires** à travers le pays pour évaluer les besoins, promouvoir des améliorations et harmoniser les standards éducatifs notamment dans la formation professionnelle.

Enfin troisième et dernier pilier, sous Merkel, **l'Allemagne a progressivement adopté un modèle cherchant à anticiper les enjeux d'avenir en bâtissant un modèle conciliant liberté économique et protection sociale⁴**. Sur le modèle des pays scandinaves, **elle a renforcé certaines politiques sociales et familiales, inspirées des modèles nordiques**. Autre exemple, sur le plan de la santé, l'Allemagne est frappée par un vieillissement précoce de sa population et donc une augmentation spectaculaire de sa demande de soins. En ce sens, **le pays mène des réformes ambitieuses des urgences et une augmentation de l'offre de médecins et de soignants en libérant les verrous à l'installation** lorsque la France fait exactement l'inverse. Résultat, l'Allemagne comptait, en 2019, **8 lits de soins intensifs pour 1 000 habitants, contre seulement 3 en France selon la DREES**.

En somme, ces 3 piliers font du merkelisme une philosophie politique qui ne bâtit pas un empire (à la différence de Gerhard Schröder) mais qui gère une ère de prospérité et de domination, d'où la constitution du « modèle allemand ».

³ Gougeon, Jacques-Pierre. « *Allemagne : une augmentation du budget de la défense, avec quelles conséquences ?* ». IRIS, 20 janvier 2022.

⁴ Merkel, Angela et Beate Baumann. *Liberté : Mémoires 1954-2021*. Paris : Albin Michel, 2024.

LE MERKELISME, UN MODELE DE GOUVERNANCE PARADOXAL

Le modèle économique et politique allemand post-Seconde Guerre mondiale repose sur le **capitalisme rhénan**, caractérisé par une économie sociale de marché et une forte coopération entre les syndicats, l'État et les entreprises. Angela Merkel s'est inscrite dans cette continuité avec un modèle de gouvernance basé sur une **économie de marché régulée**, avec des mécanismes de protection sociale importants ainsi qu'une **place importante accordée au corps social et au dialogue social, en associant les entreprises et les syndicats aux prises de décision**.

Autre paramètre, Angela Merkel a été politiquement formée sous la chancellerie de **Helmut Kohl**, qui l'a introduite à la CDU après la réunification allemande. Comme Kohl, elle a adopté un positionnement favorisant la **politique des petits pas**, en évitant les changements brusques et en mettant en place des réformes progressives.

Ainsi Angela Merkel apparaît l'exact opposé d'Emmanuel Macron en termes de maîtrise des ressorts de la gouvernance. Angela Merkel considère que ses politiques et ses transformations ne peuvent s'ancrer durablement qu'à travers le relai des corps intermédiaires (partenaires sociaux, élus locaux, Länder, etc.).

Seulement, ces deux leviers de gouvernance n'ont pas résorbé suffisamment les inégalités géographiques entre l'Est et l'Ouest qui préfigurent des fractures politiques que nous observerons dans notre rapport. C'est là tout le paradoxe du merkelisme qui s'appuie sur l'ensemble de la société pour construire ses politiques publiques tout en laissant progressivement une partie des Allemands de côté. De la même façon, **on voit également des fissures de cette philosophie au fur et à mesure**. L'accueil de près de 2 millions de migrants syriens en 2015 assortie d'un mécanisme de répartition interne, n'a reposé que sur une décision verticale de la Chancelière, une rupture philosophique avec le merkelisme.

LE MERKELISME, UN MODELE QUI A MAL PREPARE L'ALLEMAGNE A LA NOUVELLE ERE

Le merkelisme a organisé la prospérité allemande, mais il ne l'a pas préparé à la nouvelle époque, notamment celle post-crise sanitaire. Pourtant, les forces de l'Allemagne notamment au niveau de son système économique industriel productif, et de son modèle social résilient ont fait que le pays a plutôt bien tenu la crise sanitaire.

Seulement, le merkelisme a commis une erreur manifeste pour préparer l'Allemagne à la nouvelle époque : **il a privilégié la prospérité sur la souveraineté**. Or, le monde d'après la crise sanitaire se démarque par un désordre mondial généralisé (géopolitique, militaire, économique, industrie, migratoire, etc.). Celui-ci s'accompagne du retour du monde Westphalien nécessitant davantage de protection et donc de souveraineté. Ainsi, **si Merkel a su construire une économie puissante, elle a aussi laissé des vulnérabilités majeures et des pans entiers de perte de souveraineté**.

Une dépendance militaire envers les États-Unis :

L'Allemagne consacre seulement **1,4 % de son PIB** à la défense (contre 2 % recommandés par l'OTAN). En 2024, **35 000 soldats américains** étaient stationnés sur le sol allemand. La base de Ramstein joue un rôle clé dans les opérations militaires américaines en Europe.

Une dépendance économique et commerciale envers la Chine

En 2023, la Chine était le **premier partenaire commercial** de l'Allemagne avec **245 milliards d'euros d'échanges**. **7,6 %** des exportations allemandes allaient vers la Chine et **9,9 %** des importations venaient de Chine. **5 000 entreprises allemandes** opèrent en Chine.

Une dépendance énergétique envers la Russie

40 % du gaz consommé en Allemagne venait de Russie en 2023 et **30 % du pétrole brut** importé par l'Allemagne était d'origine russe. Le projet **Nord Stream 2** a renforcé cette vulnérabilité avant d'être suspendu en 2022.

Dès lors, **lorsqu'il s'agit de faire face à des crises historiques comme la Guerre en Ukraine, la crise énergétique, l'Allemagne est affaiblie**. En dépendant fortement de l'étranger, l'Allemagne perd une partie de sa capacité à répondre rapidement et efficacement aux grandes mutations du monde.

LE CHAMBOULEMENT DES ÉLECTIONS DE 2021 ET COALITION EN FEU TRICOLORES

L'ÉLECTION DE 2021 : VERS UN RÉALIGNEMENT POLITIQUE

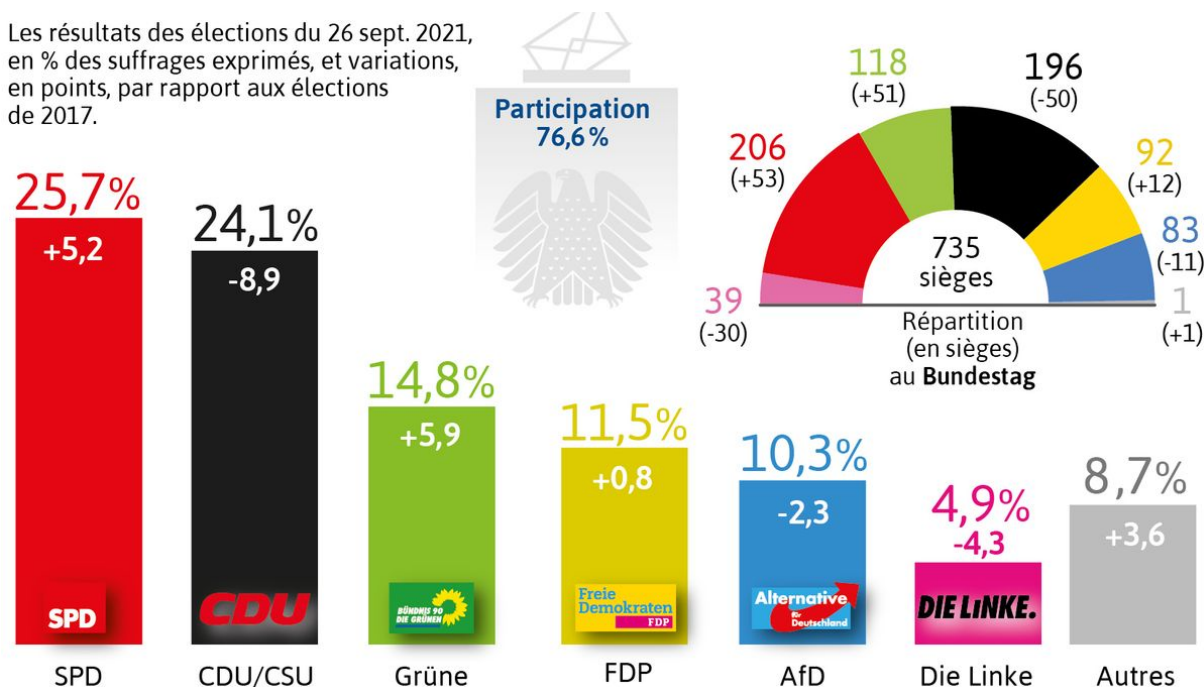
Le 26 septembre 2021, l'Allemagne connut l'une des élections les plus décisives de son histoire récente. **C'était la première fois depuis 2005 qu'Angela Merkel ne se portait pas candidate à la chancellerie.** Figure emblématique du paysage politique allemand, Merkel avait traversé d'innombrables crises – de la crise financière de 2008 à la crise migratoire de 2015 en passant par la pandémie de COVID-19 – en incarnant une approche pragmatique et centrée sur la gestion des crises (même si cette approche est de plus en plus remise en cause et décriée en Allemagne). En effet, derrière cette façade de stabilité, des tensions non résolues s'accumulaient : **déséquilibres économiques entre l'Est et l'Ouest, montée du populisme, réalignement électoral et tensions au sein de l'Union européenne sur des sujets comme la fiscalité et l'immigration.**

Les résultats électoraux reflétèrent ces dynamiques sous-jacentes. **Le Parti social-démocrate (SPD) d'Olaf Scholz réussit un retour inattendu,** tandis que l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) d'Armin Laschet, autrefois dominatrice, subit une débâcle historique, en évitant pour autant l'humiliation. La fragmentation du paysage politique compliqua la formation d'un gouvernement, retardant la stabilité politique pendant plusieurs mois.

Aucun parti ne parvint à obtenir une majorité claire, reflétant ainsi un éclatement croissant du vote. L'élection de 2021 illustre donc avec force la reconfiguration du paysage politique allemand autour d'un enjeu central : **comment l'Allemagne, pays des coalitions par excellence, pouvait gérer une polarisation électorale ?** La culture du compromis peut-elle tenir alors que plusieurs Allemagne se font désormais face à face ? Aucun parti ne parvint à imposer une majorité claire, reflétant ainsi un éclatement croissant du vote.

Figure 1 : **Résultat des élections législatives de 2021**⁵

Les résultats des élections du 26 sept. 2021, en % des suffrages exprimés, et variations, en points, par rapport aux élections de 2017.



En 2021, les Allemands choisissent de placer en tête des suffrages le SPD d'Olaf Scholz. Les résultats se répartissent comme ceci :

- **SPD** : 25,7 % des voix (+5,2 points par rapport à 2017) → 206 sièges (premier parti au Bundestag)
- **CDU/CSU** : 24,1 % (-8,8 points) → 197 sièges (plus mauvais score de son histoire)
- **Les Verts** : 14,8 % (+5,8 points) → 118 sièges (meilleur résultat historique)
- **FDP** : 11,5 % (+0,7 points) → 92 sièges
- **AfD** : 10,3 % (-2,3 points) → 83 sièges
- **Die Linke** : 4,9 % (-4,3 points) → 39 sièges (sauvé par des mandats directs)⁶.

⁵ Delpierre, Margot. « Journal de 08h00 du mardi 28 septembre 2021 ». France Culture, 28 septembre 2021.

⁶ Bundeswahlleiter. Commission électorale fédérale d'Allemagne. Berlin : Bundeswahlleiter, 2021.

Pour la première fois depuis 1953, **aucune coalition bipartite n'était mathématiquement possible au niveau fédéral. Une coalition tripartite devenait impérative.**

Outre la bonne performance des partis de Gauche (hormis Die Linke), la percée du FDP, faisant du parti de Christian Lindner un faiseur de rois, il faut souligner la contre-performance de l'AfD. En effet, après des élections de 2017 historiques pour le parti, nous avons vu une baisse significative du vote en faveur du parti d'extrême droite, ce qui en a rassuré plus d'un. Mais en mettant ces résultats en perspective avec les sondages d'opinion actuels, nous pouvons dire que cela ne marquait pas le début de la fin pour le parti...

Une défaite historique pour la CDU/CSU

Pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU), ces élections furent une véritable débâcle. Le successeur désigné de Merkel, Armin Laschet, peina à convaincre. Son manque de charisme, ses gaffes publiques et une campagne sans vision claire contribuèrent à sa chute. De nombreux électeurs centristes, autrefois fidèles à Merkel, migrèrent vers l'option plus rassurante d'Olaf Scholz et du SPD.

Le retour inattendu du SPD

Longtemps considéré comme un parti en déclin, le SPD réalisa une remontée spectaculaire sous la houlette d'Olaf Scholz. Ministre des Finances sous Merkel, Scholz joua habilement la carte de la continuité et du sérieux, séduisant les électeurs en quête de stabilité.

Les Verts entre espoirs et désillusions

Les Verts avaient démarré la campagne en force, en tête dans les sondages. Mais leur candidate Annalena Baerbock fut rapidement affaiblie par des accusations de plagiat et des maladresses médiatiques. Malgré un score historique, ils échouèrent à obtenir une position dominante dans le gouvernement.

Le FDP, faiseur de roi

Le FDP, dirigé par Christian Lindner, réussit à séduire les jeunes électeurs grâce à une campagne axée sur la digitalisation et l'économie libérale.

Son bon score permit au parti de jouer un rôle central dans la formation du gouvernement. Il allait être courtisé par les deux principaux partis qui sont la CDU/CSU, dont les résultats bien meilleurs que les estimations les moins négatives ont remis dans la course à la chancellerie, et le SPD. La logique aurait voulu qu'il scelle une alliance avec l'Union, mais l'avenir fera mentir cette logique.

Les extrêmes en difficulté

L'AfD conserva ses bastions en ex-RDA mais perdit du terrain au niveau national. Quant à Die Linke, son effondrement traduisit son incapacité à se renouveler.

Pour le parti de Gauche Radicale, cette élection décevante marqua le début d'une traversée du désert qui verra Sara Wagenknecht, figure du Parti, quitter le navire en 2024 pour former un nouveau mouvement.

Pour l'AfD, cette presque défaite a permis au parti de se recentrer sur ses points forts, c'est à dire se victimiser et se placer dans l'opposition perpétuelle face aux partis traditionnels qui ont une fois de plus trahis les Allemands. L'avenir montrera que cette posture était la bonne.

L'absence de majorité claire conduisit à plusieurs mois de pourparlers, sur le modèle de ce que les Français ont vécu avec le feuilleton de l'été autour de la nomination de Michel Barnier à la suite des élections du 7 juillet 2024.

Armin Laschet tenta sans réussite de ramener vers lui le FDP et les Verts pour former une coalition Jamaïque, qui avait déjà été tentée par le passé. Mais c'est bien **la coalition dite en "Feu tricolore" inédite** qui fut formée

entre le SPD, les Verts et le FDP qui purent trouver finalement un terrain d'entente, malgré les divergences de priorités politiques.

Les Verts mettaient en avant des politiques climatiques ambitieuses, plaidant pour une transition rapide vers des énergies renouvelables et des investissements massifs dans ce secteur. **Le FDP, en revanche, insistait sur la discipline budgétaire et le respect du "frein à l'endettement" inscrit dans la constitution allemande.** De son côté, **le SPD cherchait à élargir les programmes de protection sociale et à réduire les inégalités de revenus.**

Parvenir à un consensus a demandé des compromis significatifs. Parmi les accords clés figurait l'engagement à éliminer progressivement le charbon d'ici 2030, une initiative défendue par les Verts, ainsi que le maintien de la rigueur budgétaire, une exigence du FDP. La coalition s'est également entendue sur des mesures sociales progressistes, telles que la légalisation du cannabis et l'augmentation des investissements dans les infrastructures numériques.

En novembre 2021, les trois partis avaient finalisé leur accord de coalition, permettant à Olaf Scholz d'assumer la fonction de chancelier dès le 8 décembre 2021. Bien que la formation de cette coalition ait été saluée comme une victoire du compromis et de la coopération, les défis de la gouvernance d'une alliance diverse et parfois contre-nature sont rapidement apparus. La sortie de scène de Merkel a révélé les fractures latentes du pays, laissant place à une volatilité politique inédite qui reste encore d'actualité aujourd'hui.

UNE COALITION FRAGILE COUVANT UNE CRISE POLITIQUE D'INGOUVERNABILITE

Lorsqu'en décembre 2021, Olaf Scholz est devenu chancelier d'Allemagne à la tête d'une coalition en Feu Tricolore, l'heure était à l'optimisme prudent. Le projet du gouvernement, placé sous le sceau du progrès et du compromis, s'annonçait ambitieux : **moderniser l'économie allemande, accélérer la transition énergétique, renforcer la justice sociale et affirmer**

la place de l'Allemagne sur la scène internationale. Cette alliance sans précédent devait incarner une nouvelle ère post-Merkel, marquée par une approche plus collégiale du pouvoir et un programme de réformes structurant pour le pays.

Mais ce qui devait être un modèle de coopération a rapidement tourné au chaos politique. Dès les premiers mois, les désaccords entre les partenaires de la coalition ont éclaté au grand jour, mettant en lumière des divergences profondes sur **les finances publiques, la transition énergétique, la politique migratoire ou l'approche de la guerre en Ukraine**. À mesure que les crises se sont multipliées – inflation galopante, crise énergétique, mécontentement croissant de la population – la coalition s'est enlisée dans une série de blocages et de querelles internes.

L'échec est devenu manifeste en novembre 2024, lorsque Scholz a congédié son allié du FDP du gouvernement, provoquant ainsi la chute du gouvernement, un vote de non-confiance le 16 décembre, et la convocation d'élections anticipées pour le 23 février 2025.

Comment un gouvernement porté par des intentions si ambitieuses a-t-il pu s'effondrer en à peine trois ans ?

Face à la difficulté de constituer une majorité, les trois partis que tout opposait ont trouvé un terrain d'entente. L'accord de coalition, signé le 24 novembre 2021, et intitulé « Oser plus de progrès » (*Mehr Fortschritt wagen*), reflétait cette ambition commune de transformation du pays. La promesse était celle d'une Allemagne plus verte, plus numérique et plus sociale, avec des engagements forts en matière de transition écologique, d'investissements publics et de modernisation de l'économie. Mais ce texte, rédigé dans un esprit de consensus, masquait en réalité des fossés idéologiques béants, qui allaient rapidement se révéler.

Il existe 4 facteurs explicatifs de l'échec de la coalition « feux tricolores ».

Premier facteur, les grandes orientations de politiques publiques comportaient des incompatibilités et des points d'achoppement majeurs. Première incompatibilité, **la politique budgétaire**. Alors que le SPD et Les Verts militaient pour un relâchement du frein à l'endettement (*Schuldenbremse*) afin d'investir massivement dans l'économie et la transition verte, le FDP, dirigé par Christian Lindner, s'est érigé en gardien inflexible de l'orthodoxie budgétaire. **Seconde incompatibilité, la transition énergétique**, qui devait être l'un des piliers du gouvernement, est vite devenue un sujet de discord majeur. Si Les Verts exigeaient une sortie accélérée du charbon et une réduction drastique des émissions de CO₂, le FDP, soucieux de préserver la compétitivité des industries allemandes, prônait une approche plus modérée.

Le deuxième facteur qui explique **l'échec de la coalition est que les incompatibilités de ligne politique ont porté sur les crises majeures de la coalition**. Lorsqu'il y a un accord de coalition sur la politique énergétique, rien n'explique que les tensions soient exacerbées puisque la culture du compromis fait que les partis se sont entendus en amont de la constitution du Gouvernement. En revanche, lorsque le pays affronte la pire crise énergétique depuis 1979, à savoir un Troisième choc pétrolier après ceux de 1973 et 1979, la situation ne peut être qu'explosive. En effet, les tensions se sont exacerbées avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, qui a bouleversé la donne énergétique. **Face à la nécessité de trouver des alternatives rapides au gaz russe, le gouvernement a pris des décisions contradictoires, rouvrant certaines centrales à charbon tout en accélérant le développement des énergies renouvelables**. Cette incohérence a donné une impression d'improvisation et a révélé l'incapacité de la coalition à adopter une ligne claire et cohérente sur l'énergie. De même, en 2023, **lorsque l'Allemagne est entrée en récession en raison de sa dépendance à la Chine dont l'économie a largement ralenti post-crise sanitaire, la question du financement des mesures de relance a déclenché une véritable guerre au sein du gouvernement**. Lindner a systématiquement bloqué toute tentative d'augmentation des dépenses publiques, suscitant des frustrations grandissantes au sein de la coalition.

La troisième cause qui explique l'échec de la coalition est **qu'elle ne s'était pas préparée à affronter ce qui est devenu une priorité pour les électeurs Allemands : la question de l'immigration et son corolaire, l'insécurité**. Et pour cause, en 2019, **53% des Allemands considèrent que l'immigration est plutôt une chance (33%) et assurément une chance (23%)**⁷. Or, ce n'est plus le cas dès à présent où les enquêtes d'opinion placent les Allemands avec le même niveau de volonté de contrôle de la politique migratoire que les Français, les Britanniques ou les Italiens, autour de 60% à 70% selon les enquêtes d'opinion.

Dès 2024, une hausse significative des demandes d'asile a fait exploser les tensions entre le SPD et Les Verts, partisans d'un assouplissement des règles d'accueil, et le FDP, qui plaidait pour un durcissement du contrôle aux frontières. Cette situation a été largement exploitée par l'extrême droite, notamment l'AfD, qui a connu une progression fulgurante, particulièrement en Allemagne de l'Est. Les multiples attaques et incidents liés à l'immigration et à l'insécurité, comme l'attaque de Solingen en août 2024 n'ont rien arrangé évidemment.

VERS LA CRISE POLITIQUE : L'EFFONDREMENT DE LA COALITION

La fin de la coalition est apparue inéluctable dès la fin de l'année 2024. Les désaccords entre les partenaires étaient devenus si profonds que le gouvernement fonctionnait au ralenti, incapable de prendre des décisions majeures. Le point de rupture est survenu lors des négociations budgétaires pour l'année 2025. Scholz et Les Verts souhaitaient contourner la règle d'or budgétaire pour financer des investissements stratégiques, mais Lindner et le FDP s'y sont farouchement opposés, provoquant un blocage institutionnel sans précédent.

⁷ **Faus, Rainer, et Simon Storks.** *Das pragmatische Einwanderungsland: Was die Deutschen über Migration denken*. Bonn : Friedrich-Ebert-Stiftung, 2019.

Le 6 novembre, après des semaines de tensions exacerbées, Olaf Scholz a demandé au Président Frank-Walter Steinmeier de limoger Christian Lindner du gouvernement, ce qui représentait non pas un simple remaniement mais l'implosion de la coalition. Le mois suivant, un vote de confiance au gouvernement a échoué ouvrant la voie à des élections qui ne faisaient aucun doute. La situation de Scholz, privé de majorité au Bundestag, a convaincu Steinmeier qui n'a eu d'autre choix que de dissoudre le Parlement. Le 15 janvier, le président de la République, a convoqué de nouvelles élections, fixées au 23 février 2025.

La chute de la coalition "feu tricolore" marque un tournant dans la politique allemande et ouvre une période d'incertitude majeure. Le SPD, affaibli et discrédité, semble en perte de vitesse. Les Verts, pris entre deux feux, peinent à capitaliser sur leur participation gouvernementale. Le FDP, en rupture avec ses anciens alliés, doit désormais justifier sa stratégie auprès de son électorat. Pendant ce temps, la CDU/CSU, forte de son statut d'opposition, apparaît comme le principal bénéficiaire de cette débâcle, bien que ses perspectives de coalition restent floues. L'AfD, en nette progression, et forte de bons résultats lors des élections européennes, ou dans les Länder de l'Est en septembre et octobre 2024, où elle atteint des records historiques, bénéficie d'un pouvoir de nuisance certain.

Le scrutin du 23 février 2025 s'annonce comme l'un des plus décisifs de l'histoire politique récente de l'Allemagne. Après l'échec retentissant de la coalition tricolore, les électeurs seront appelés à trancher : un retour aux conservateurs de la CDU/CSU, une nouvelle expérimentation politique ou une montée en puissance des extrêmes. Une chose est sûre, l'expérience Scholz restera dans l'histoire comme un modèle d'instabilité et de désillusion politique. Surtout, face à la montée du mécontentement et des extrêmes, les élections qui s'annoncent paraissent être la dernière chance des partis dits traditionnels...

DES INDICATEURS DANS LE ROUGE

L'Allemagne, longtemps citée en exemple pour sa rigueur budgétaire, la solidité de son modèle industriel et son rôle central au sein de l'Union européenne, fait aujourd'hui face à un contexte de crise profonde. Le pays, déjà fragilisé par une croissance anémique et une désindustrialisation rampante, se trouve plongé dans une instabilité politique inédite.

Si ces élections visent à apporter une clarification politique, **elles risquent au contraire d'exacerber les divisions, avec la montée en puissance de partis populistes, à droite comme à gauche, et une fragmentation du paysage électoral** qui pourrait rendre la formation d'un gouvernement encore plus difficile. Cette instabilité politique s'inscrit dans un cadre plus large, où les problèmes économiques, sociaux et sécuritaires se superposent, aggravant le sentiment de malaise généralisé parmi les Allemands.

UNE ÉCONOMIE EN PANNE : DÉCLIN INDUSTRIEL ET TENSIONS BUDGÉTAIRES

Un secteur industriel en difficulté

Pilier historique de la puissance allemande, l'industrie est en déclin. En décembre 2024, **la production industrielle a reculé de 2,4 %, bien au-delà des prévisions**. Dans le même temps, **les exportations ont progressé de 2,9%, mais cette hausse masque une réalité inquiétante** : l'industrie allemande perd en compétitivité face à une concurrence internationale de plus en plus agressive, notamment de la part de la Chine et des États-Unis.

L'explosion des coûts de l'énergie, conséquence de la transition écologique et de la dépendance aux importations, met en péril de nombreuses entreprises. Les grands groupes industriels, en particulier dans l'automobile et la chimie, réduisent leurs investissements en Allemagne et privilégient des implantations à l'étranger. BASF, fleuron de la chimie allemande, a annoncé une réduction massive de ses capacités de production sur le sol national, tandis que Volkswagen et Mercedes révisent à la baisse leurs

prévisions de production pour 2025. Le premier a annoncé licencier 35 000 personnes, fermer des usines et réduire ses investissements.

Un marché du travail en tension

L'emploi, longtemps point fort du modèle allemand, est désormais sous pression. **Le taux de chômage, historiquement bas, est reparti à la hausse, atteignant 5,7 % en janvier 2025.** L'Allemagne souffre d'un double problème : un manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs clés (numérique, santé, ingénierie) et un chômage structurel dans d'autres, notamment dans l'industrie et la construction.

Le vieillissement de la population aggrave la situation. **Avec un âge médian de 45,9 ans, l'Allemagne est l'un des pays les plus vieillissants d'Europe.** Les tentatives de combler ce déficit par l'immigration ont montré leurs limites : l'intégration des nouveaux arrivants dans le marché du travail demeure insuffisante, et une part importante des migrants reste sans emploi, dépendant des aides sociales.

Une austérité budgétaire contestée

Le "frein à l'endettement" (*Schuldenbremse*), inscrit dans la Constitution allemande, empêche le gouvernement d'augmenter significativement les dépenses publiques, même en période de crise. Ce carcan budgétaire, longtemps considéré comme un gage de sérieux financier, est de plus en plus critiqué par les économistes et les chefs d'entreprise. L'absence d'investissements dans les infrastructures et l'innovation freine la modernisation de l'économie.

Face à ces contraintes, certains plaident pour une réforme du *Schuldenbremse* afin de relancer la croissance par une politique de relance publique. D'autres, notamment les conservateurs de la CDU/CSU, s'y opposent farouchement, mettant en avant le risque d'un endettement excessif qui compromettrait la stabilité budgétaire de l'Allemagne à long terme.

FRACTURES SOCIALES ET MONTÉE DU POPULISME

L'Est et l'Ouest : un fossé persistant

Plus de trente ans après la réunification, l'Allemagne reste profondément divisée entre l'ex-RDA et l'ex-RFA. Les salaires à l'Est restent 25 % inférieurs à ceux de l'Ouest, et les opportunités économiques y sont moindres. L'Ostalgie, cette nostalgie de l'ancienne Allemagne de l'Est, est de plus en plus palpable, notamment chez les jeunes générations qui n'ont pourtant pas connu la RDA mais qui ressentent un sentiment d'abandon.

En 2024, les élections régionales ont confirmé cette fracture : l'AfD a dépassé les 30 % dans plusieurs Länder de l'Est, tandis que le tout nouveau parti de gauche populiste de *Sahra Wagenknecht* (BSW) y a également réalisé une percée spectaculaire.

L'explosion du vote populiste

L'Alternative für Deutschland (AfD), parti d'extrême droite, connaît une ascension spectaculaire, flirtant avec 22 % des intentions de vote au niveau national. La CDU/CSU reste en tête des sondages avec près de 30 %, mais son incapacité à proposer une alternative convaincante au gouvernement Scholz joue en faveur de l'AfD.

À gauche, le BSW capte une partie des électeurs déçus par le SPD et Die Linke, et peut interpeller avec sa ligne anti-immigration et de gauche radicale.

SÉCURITÉ ET IMMIGRATION : UN DÉBAT EXPLOSIF

L'immigration et la sécurité sont devenues les principales préoccupations des Allemands en 2025. Un sondage de janvier révélait que 26 % des citoyens considèrent ces sujets comme les plus urgents à traiter.

Après avoir vécu la crise migratoire de 2015, **l'Allemagne a accueilli 1,1 million de réfugiés entre 2022 et 2024**, un chiffre qui alimente les tensions politiques. Certaines municipalités parlent d'un état d'urgence, ne disposant plus de logements pour les demandeurs d'asile.

L'insécurité est également en hausse. **En 2024, les agressions à l'arme blanche ont augmenté de 14% dans les grandes villes**, tandis que les attaques contre les forces de l'ordre sont en progression constante.

Les différentes attaques et incidents, comme l'attaque d'un marché de Noël à Magdebourg, ou la récente attaque à Munich, ont participé à tendre le climat en Allemagne. Ces évènements devraient évidemment jouer en la faveur de l'AfD et au détriment des partis de la coalition actuelle.

L'ALLEMAGNE A LA CROISEE DES CHEMINS

MODE DE SCRUTIN ET NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

Si les élections allemandes ont généralement été perçues comme prévisibles, grâce aux traditions démocratiques du pays et à la culture de la coalition, ce scrutin se distingue en raison des réformes électorales majeures adoptées en 2024. Ces changements ont modifié les règles de formation du Bundestag, avec des conséquences majeures sur le paysage politique. En effet, les élections de 2021 ont abouti à un grand nombre de député au Bundestag, ce qui a été perçu comme improductif et explique la volonté de changement.

Pour comprendre pleinement l'importance de ces élections, il est essentiel d'analyser d'abord la structure du système électoral allemand, en retraçant son évolution historique et ses mécanismes fondamentaux. Ensuite, nous examinerons les motivations et les modalités de la réforme électorale de 2024, qui visait à limiter la taille croissante du Bundestag et à simplifier la représentation parlementaire. Enfin, nous nous pencherons sur les effets de cette réforme, qui avantage certains partis politiques tout en en désavantagent d'autres, selon leur ancrage régional et leurs stratégies électorales.

LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME ÉLECTORAL ALLEMAND

L'Allemagne repose sur un modèle de représentation proportionnelle mixte (MMP), un hybride entre scrutin majoritaire uninominal et représentation proportionnelle. Ce système a été conçu pour éviter les écueils du passé, notamment les faiblesses de la République de Weimar et les leçons tirées de l'occupation alliée après la Seconde Guerre mondiale.

La République de Weimar (1919–1933) fonctionnait sur un mode de représentation proportionnelle pure, ce qui assurait un parlement extrêmement représentatif, mais entraînait une fragmentation excessive. Cette instabilité chronique a facilité l'émergence de partis extrêmes et affaibli les gouvernements successifs, préparant le terrain à la montée du nazisme. **Après 1945, les Alliés ont veillé à ce que la nouvelle République Fédérale d'Allemagne adopte un système combinant la stabilité d'un scrutin majoritaire avec la proportionnalité nécessaire à une représentation équitable.** Ce modèle a été adopté en 1949 et étendu à l'Allemagne de l'Est après la réunification en 1990.

Les électeurs allemands disposent de 2 votes distincts lors des élections :

- Le **Premier Vote (Erststimme)** : Permet d'élire un représentant direct dans l'une des 299 circonscriptions. Le candidat qui obtient le plus de voix l'emporte selon un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Si le seuil des 5% n'est pas atteint, alors il faut remporter au moins 3 circonscriptions pour être représenté.
- Le **Second Vote (Zweitstimme)** : Déterminant pour la répartition des sièges au Bundestag. Ce vote est attribué à une liste de parti au niveau régional, et c'est sa proportion au niveau national qui décide du nombre total de sièges obtenus par chaque formation. Pour être représenté, un parti doit obtenir au moins 5% des suffrages au niveau national. Si ce seuil n'est pas dépassé, aucune représentation n'est assurée au Bundestag et ce sont les plus gros partis qui sont avantagés, voyant leur part dans le Bundestag augmenter faute de fragmentation.

Le système allemand permettait jusqu'à l'année dernière l'obtention de sièges excédentaires (Überhangmandate) et des sièges de compensation (Ausgleichsmandate) ce qui a pu se montrer problématique tant cela a participé à la croissance exponentielle de la taille du Bundestag.

Les sièges excédentaires apparaissent lorsqu'un parti remportait plus de mandats directs que le nombre de sièges auquel il aurait normalement droit

selon son pourcentage du second vote. Pour compenser ce déséquilibre et pour maintenir la proportionnalité, des sièges supplémentaires étaient attribués aux autres partis afin de préserver la proportionnalité. Cette mécanique a conduit à un gonflement considérable du Bundestag, passant de son format standard de 598 sièges à 736 sièges après les élections de 2021, ce qui en faisait l'un des plus grands parlements au monde. Dans ce cas on a retrouvé le PDS (Gauche radicale Est Allemande) en 1994, parti n'ayant fait que 4,4% mais ayant obtenu 30 sièges grâce à son implantation à Berlin. De même, Die Linke n'a obtenu que 4,9% en 2021 mais a gagné 39 sièges pour les mêmes raisons.

Comme on peut le voir, le système électoral allemand est d'une complexité folle et connaître des résultats finaux prend plusieurs heures voire jours.

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 2024

Face à l'augmentation continue du nombre de sièges, plusieurs problèmes ont émergé. Tout d'abord, il existe une **inefficacité législative** avec un parlement surdimensionné ralentit les processus législatifs. Cela engendre un **coût budgétaire élevé**. En effet, davantage de parlementaires signifie des dépenses accrues en salaires et infrastructures. Mais surtout, cela crée de **la défiance citoyenne** reprochant aux parlementaires l'impuissance publique avec la perception croissante d'un Bundestag inefficace et bureaucratique.

La réforme de la loi électorale apporte trois modifications :

- Un nombre fixe de sièges : le Bundestag comptera désormais 630 sièges maximum.
- Suppression des sièges excédentaires et de compensation : Un parti ne pourra plus dépasser son quota proportionnel de sièges.
- Seuil des 5% appliqué sans exception : Un parti doit obtenir au moins 5% des votes pour entrer au Bundestag, sans dérogation.

Cette réforme crée, malgré tout, des bénéficiaires et des lésés d'un point de vue partisan considérant la structure électorale allemande sur laquelle nous reviendrons. Les partis traditionnels (CDU et SPD) dont le soutien national est stable bénéficieront d'une meilleure prévisibilité électorale. De plus, étant les partis les plus représentés et plus présents dans le pays, ils sont plus à même de gagner en représentation. Attention par ailleurs à la CSU, la CDU n'étant pas présente en Bavière, cette fragmentation pourrait faire du tort à la CDU. De même, les Verts et le FDP, par leur implantation nationale, gagneront en stabilité. Il faut bien comprendre que ce sont les partis qui ont des logiques de vote de masse au niveau national qui seront avantagés par la réforme.

Les partis d'appoint dans le cadre de coalition ou ayant un seul ancrage local. D'une part, avec la disparition des sièges excédentaires, **la CSU pourrait voir son influence réduite**. C'est une des raisons qui explique que le parti, malgré son union avec la CDU et sa force au Bundestag, était opposé à la réforme. En effet, il comptait sur ses performances en Bavière et sur le scrutin majoritaire pour sur-performer, mais ce ne sera plus aussi vrai le 23 février. D'autre part, **Die Linke est l'autre grand perdant**. Ne pouvant plus contourner le seuil des 5% par des victoires locales, son avenir parlementaire est incertain. Le parti est dans l'obligation d'obtenir plus de 5% au niveau national, faute de disparaître (ce serait la goutte d'eau qui fait déborder le vase, après de nombreux échecs électoraux). **Troisième perdant, le BSW, le nouveau parti d'extrême gauche est déjà sur la sellette**. Ce dernier était représenté dans le Bundestag sortant par l'élection de certains de ses membres, dont Sahra Wagenknecht. Enfin, L'AfD : Fort dans l'Est (hors Berlin), mais moins à l'Ouest et au niveau national, **L'AfD pourrait voir son poids limité par la nouvelle réforme**. Malgré cela, l'AfD semble se diriger vers une victoire politique historique pour le parti de droite nationale.

FAIRE SURVIVRE LA CULTURE DU « COMPROMIS A L'ALLEMANDE » DANS UN PAYS POLARISE

Depuis 2005, l'Allemagne a connu des mutations électorales majeures, marquées par un affaiblissement progressif des grands partis traditionnels et l'émergence de nouvelles forces politiques. Cette évolution n'est pas simplement le reflet d'un cycle électoral ordinaire, mais bien d'une transformation structurelle de la sociologie du vote.

L'analyse des scrutins fédéraux et européens entre 2005 et 2023 révèle plusieurs tendances clés : **une fragmentation croissante du paysage politique, une polarisation générationnelle marquée, une recomposition du vote selon les catégories socioprofessionnelles, et un clivage toujours plus profond entre l'Est et l'Ouest du pays.**

Jusqu'aux années 2000, le système politique allemand reposait sur un bipartisme de fait, structuré autour de la CDU/CSU et du SPD, deux « *Volksparteien* » (partis de masse) capables de capter une large base électorale. Cependant, dès 2005, leur domination a commencé à s'éroder progressivement :

- **Élections fédérales de 2005** : CDU/CSU (35,2%) et SPD (34,2%) totalisaient encore près de 70% des voix.
- **Élections fédérales de 2017** : leur part combinée tombe à 47,3% (CDU/CSU : 26,8% ; SPD : 20,5%), un effondrement historique.
- **Élections fédérales de 2021** : le SPD retrouve quelques couleurs (25,7%), mais la CDU/CSU poursuit son déclin (24,1%).

Parallèlement, de nouveaux acteurs ont émergé. Les Verts (14,7 % en 2021) ont atteint leur plus haut niveau historique, tandis que le FDP s'est stabilisé autour de 11 %. L'AfD, apparu en 2013, s'est imposé comme un acteur incontournable, atteignant 12,6 % en 2017 avant de se stabiliser à 10,3 % en 2021.

Ce morcellement politique reflète une diversification des attentes électorales et une crise de représentation des grands partis. Là où la CDU/CSU et le SPD fédéraient autrefois une large base intergénérationnelle et interclassiste, les choix électoraux sont désormais plus polarisés, marqués par des clivages générationnels, économiques et territoriaux.

VERS UNE FRACTURE GENERATIONNELLE

L'un des facteurs les plus déterminants dans le vote est l'âge. Depuis 2005, la fracture générationnelle s'est creusée, opposant une jeunesse urbaine progressiste à un électorat plus âgé, fidèle aux partis établis.

- 2005 : CDU/CSU et SPD dominent toutes les tranches d'âge, avec un léger avantage du SPD chez les plus jeunes.
- 2013 : les Verts commencent à séduire les 18-24 ans, en raison d'une prise de conscience croissante sur le climat.
- 2021 : la rupture est nette. Les 18-24 ans votent massivement pour les Verts (26 %) et le FDP (23 %), tandis que les plus de 60 ans restent acquis à la CDU/CSU (32 %) et au SPD (30 %).
- L'AfD, quant à lui, trouve son électorat principal chez les 30-59 ans, notamment les hommes : en 2021, 23 % des 30-44 ans et 25 % des 45-59 ans ont voté pour l'extrême droite, contre seulement 12 à 15 % des femmes des mêmes tranches d'âge.

Cette évolution laisse présager une transformation durable du paysage politique : les jeunes générations, bien qu'encore minoritaires dans l'électorat total, façonnent dès aujourd'hui les équilibres politiques de demain.

UN NOUVEAU VOTE DE CLASSE ?

Traditionnellement, **le SPD dominait le vote ouvrier, tandis que la CDU/CSU séduisait les classes moyennes et supérieures**. Depuis 2013, ce schéma s'est complexifié.

- Ouvriers et classes populaires : Le SPD a perdu une partie de sa base ouvrière, une frange s'étant reportée sur l'AfD, notamment en ex-RDA. Cette désertion s'explique par un sentiment de déclassement et d'abandon face aux mutations économiques et à l'immigration.
- Cadres et professions libérales : Les Verts et le FDP ont gagné du terrain, séduisant un électorat jeune, urbain et diplômé.
- Die Linke : Son électorat, autrefois ancré dans la classe ouvrière de l'Est, se compose désormais à 51 % de diplômés de l'enseignement supérieur et de 32 % de cols blancs.
- Le basculement d'une partie des classes populaires vers l'AfD, allié à la montée en puissance d'un vote urbain progressiste, traduit une polarisation croissante du paysage politique.

VERS UNE FRACTURE TERRITORIALE ?

Trente ans après la réunification, les différences électorales entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest demeurent marquées :

À l'Est : L'AfD y a trouvé son bastion, dépassant 20 % dans certains Länder comme la Saxe et la Thuringe en 2021. Ce succès repose sur un ressentiment envers Berlin, un sentiment de marginalisation économique et une méfiance accrue vis-à-vis de l'immigration.

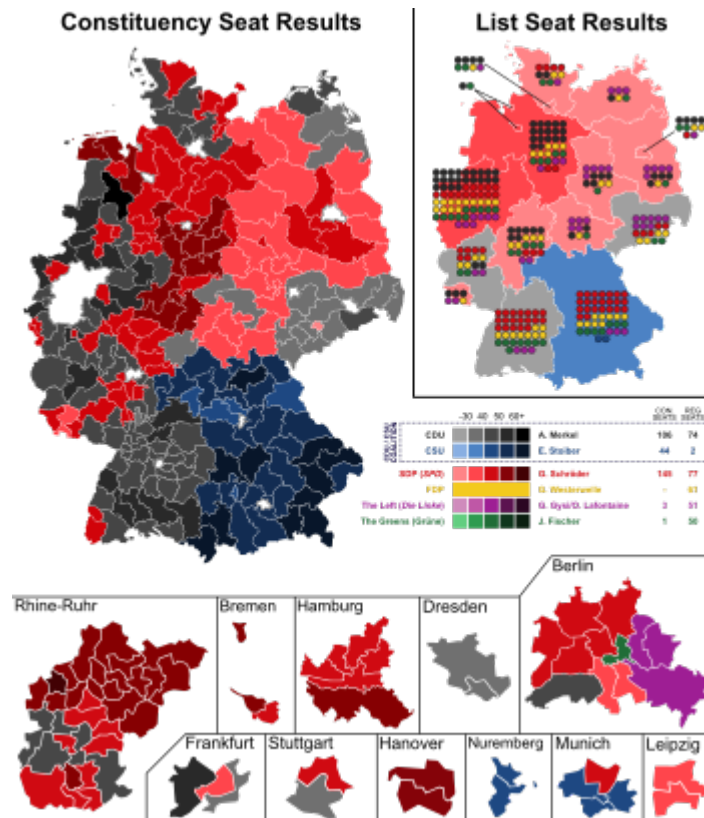
À l'Ouest : Les Verts progressent dans les grandes métropoles (Berlin, Munich, Hambourg), profitant d'un électorat plus jeune et éduqué. La CDU/CSU et le SPD restent présents dans les zones périurbaines et rurales.

Les résultats des élections de 2024 confirment un écart persistant entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, avec des différences marquées dans le comportement électoral :

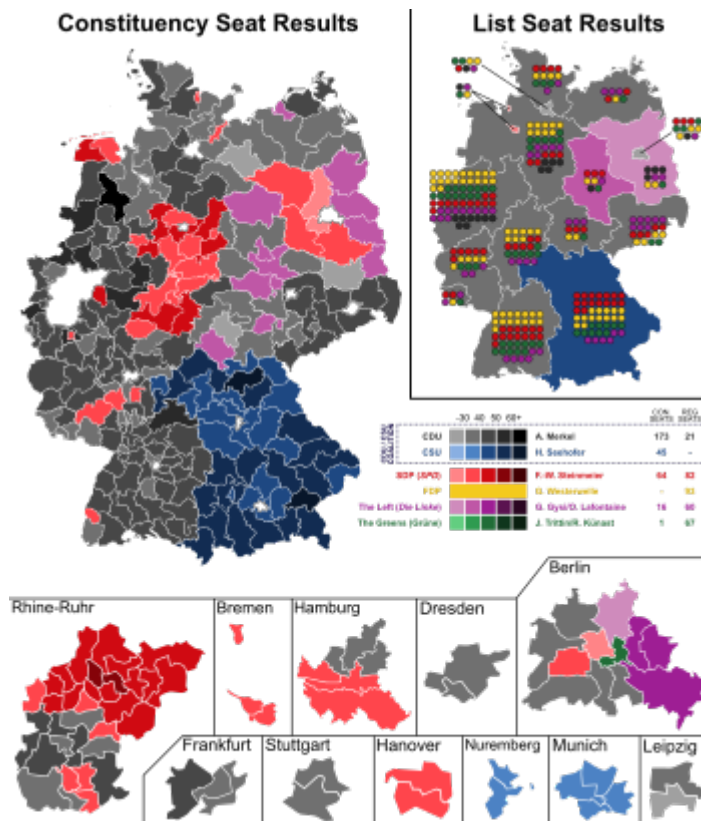
- À l'Ouest, la CDU/CSU reste dominante dans le Bade-Wurtemberg et la Bavière, tandis que les Verts obtiennent de solides résultats dans les grandes villes comme Berlin, Francfort, Munich et Hambourg.
- À l'Est, l'AfD a surpassé la CDU dans plusieurs Länder, notamment en Saxe (31 %), en Thuringe (32,8 %) et dans le Brandebourg (29 %). La montée en puissance du BSW y est également visible, notamment chez les électeurs ouvriers et les classes populaires.

L'héritage de la réunification allemande continue donc d'avoir un impact sur le vote, les habitants de l'Est se sentant souvent marginalisés par rapport aux progrès économiques de l'Ouest.

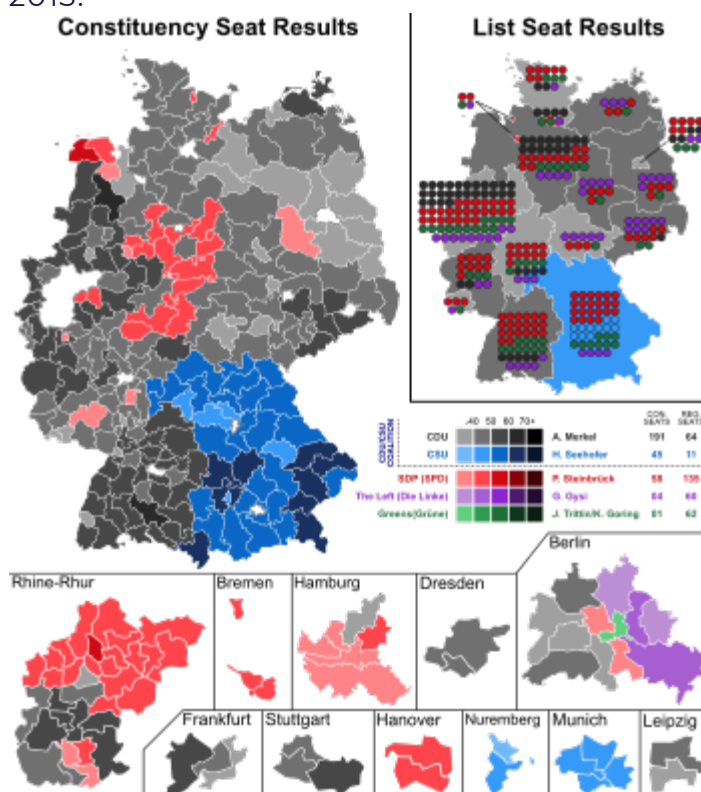
2005:



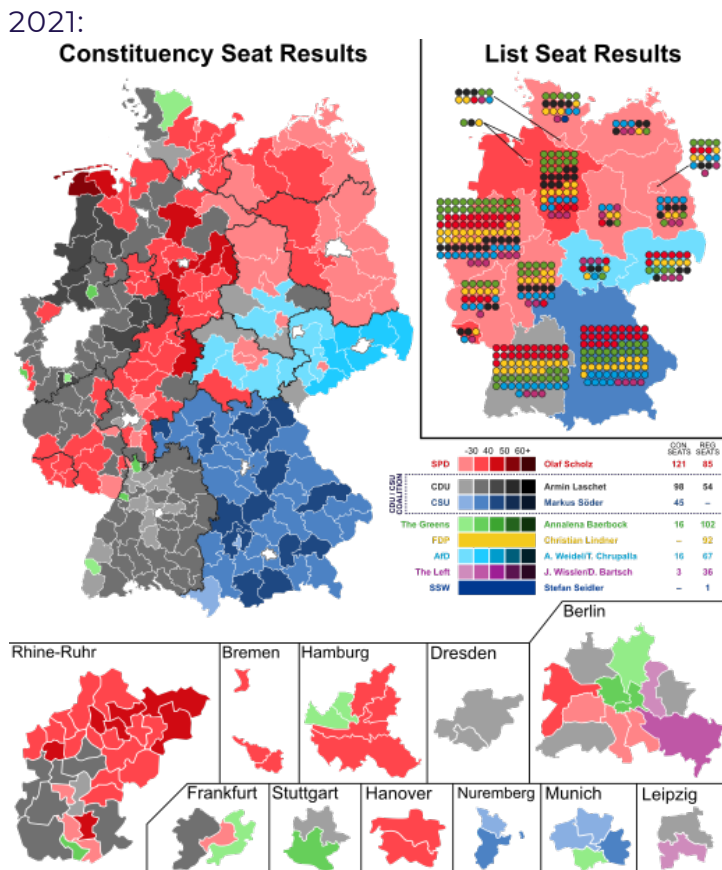
2009:



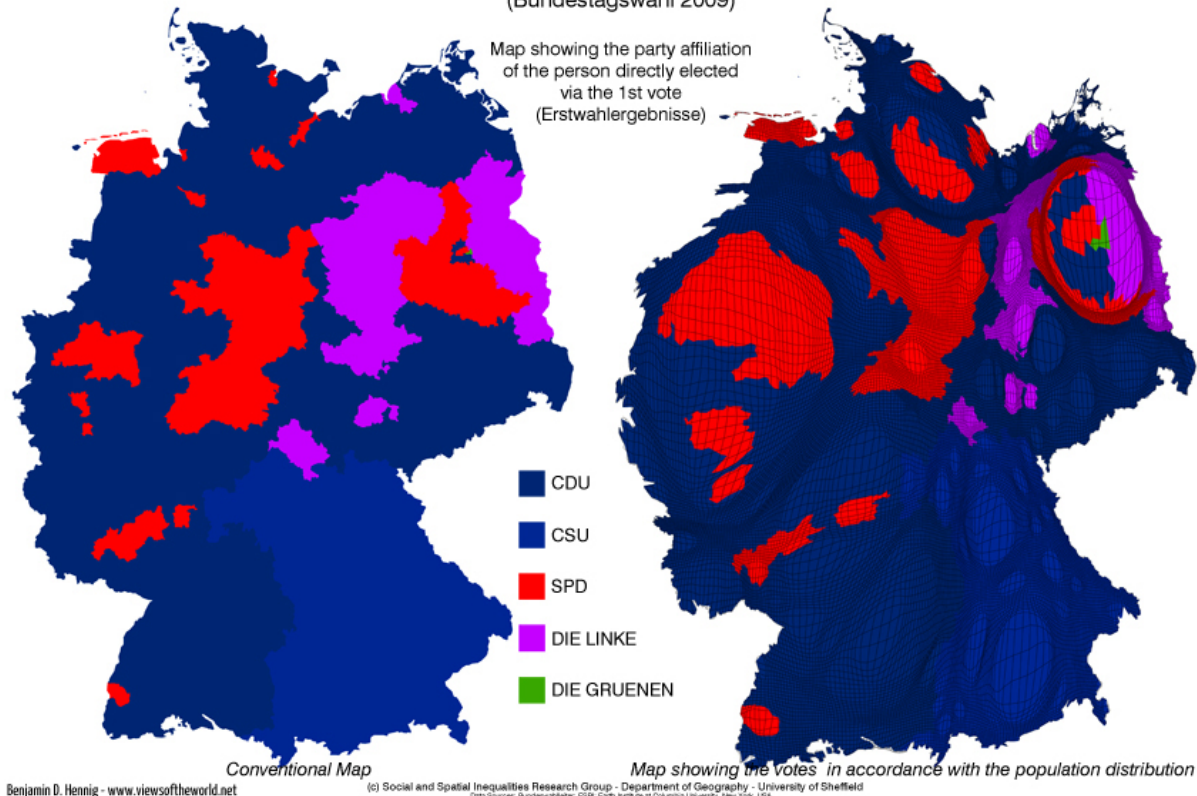
2013:



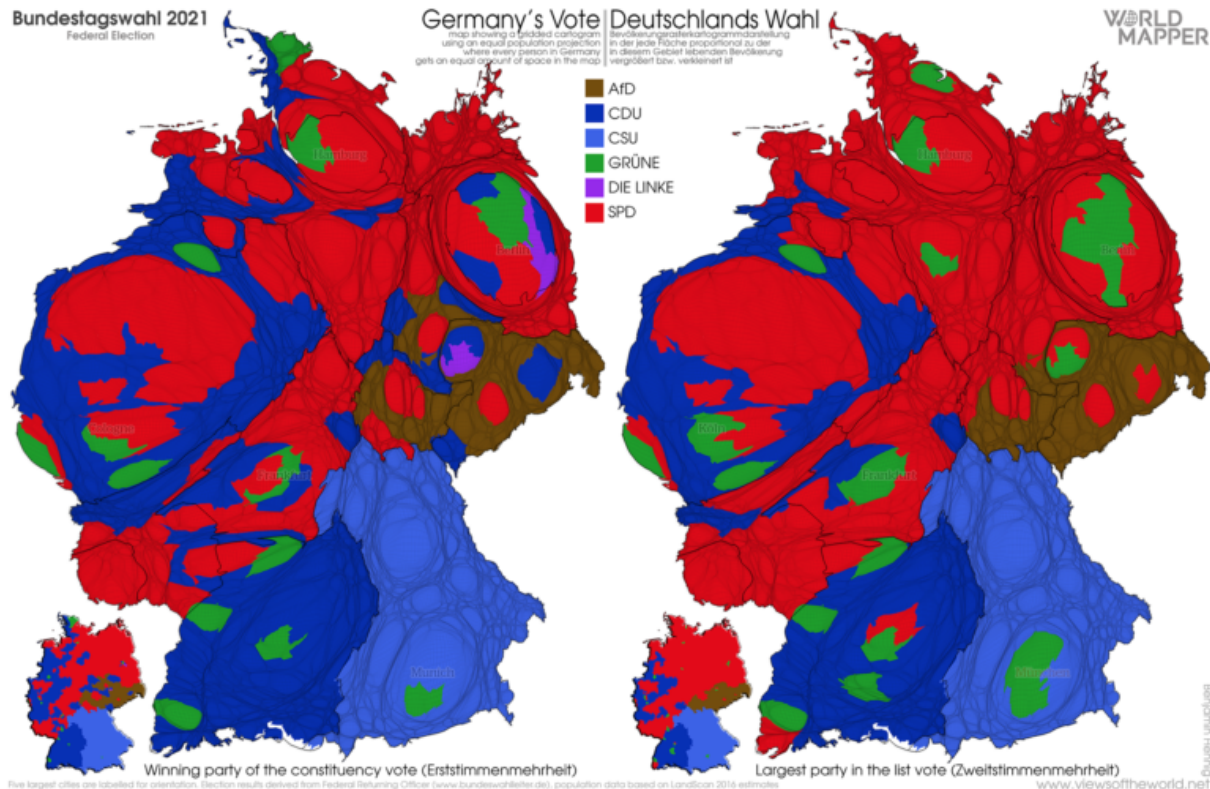
2017:

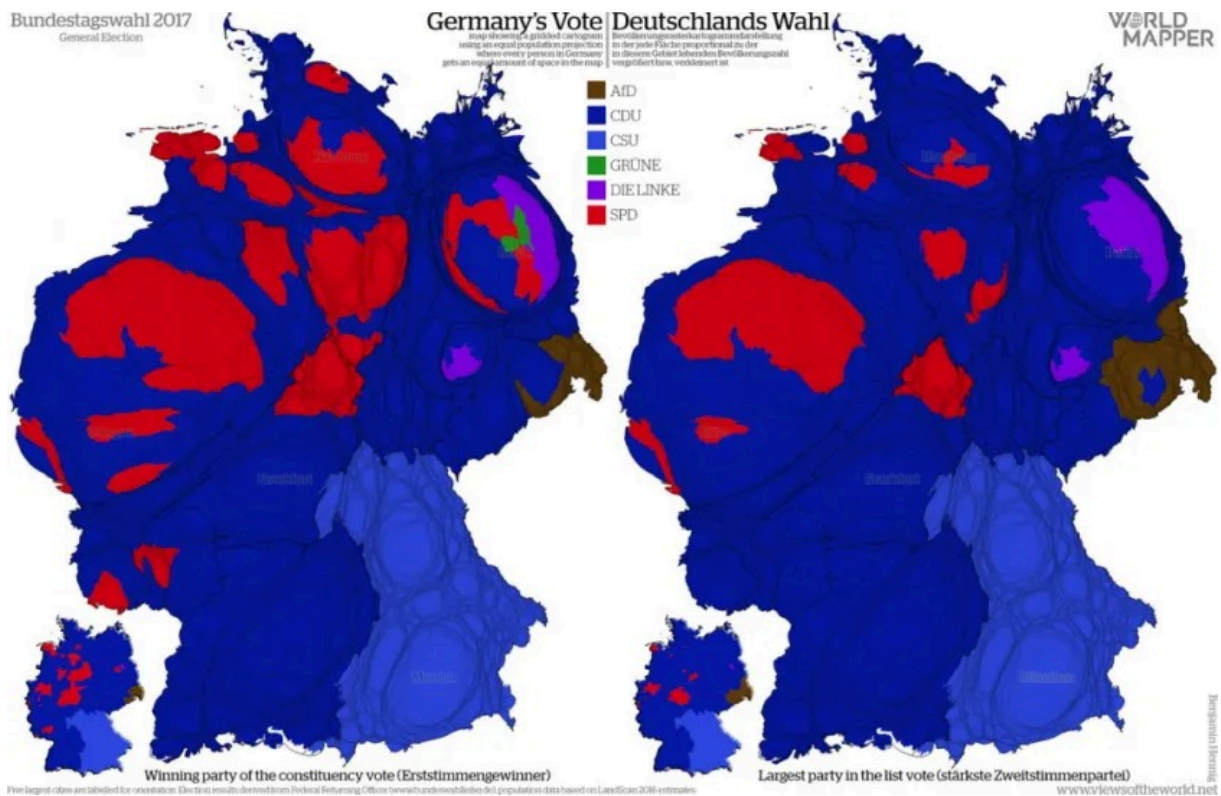
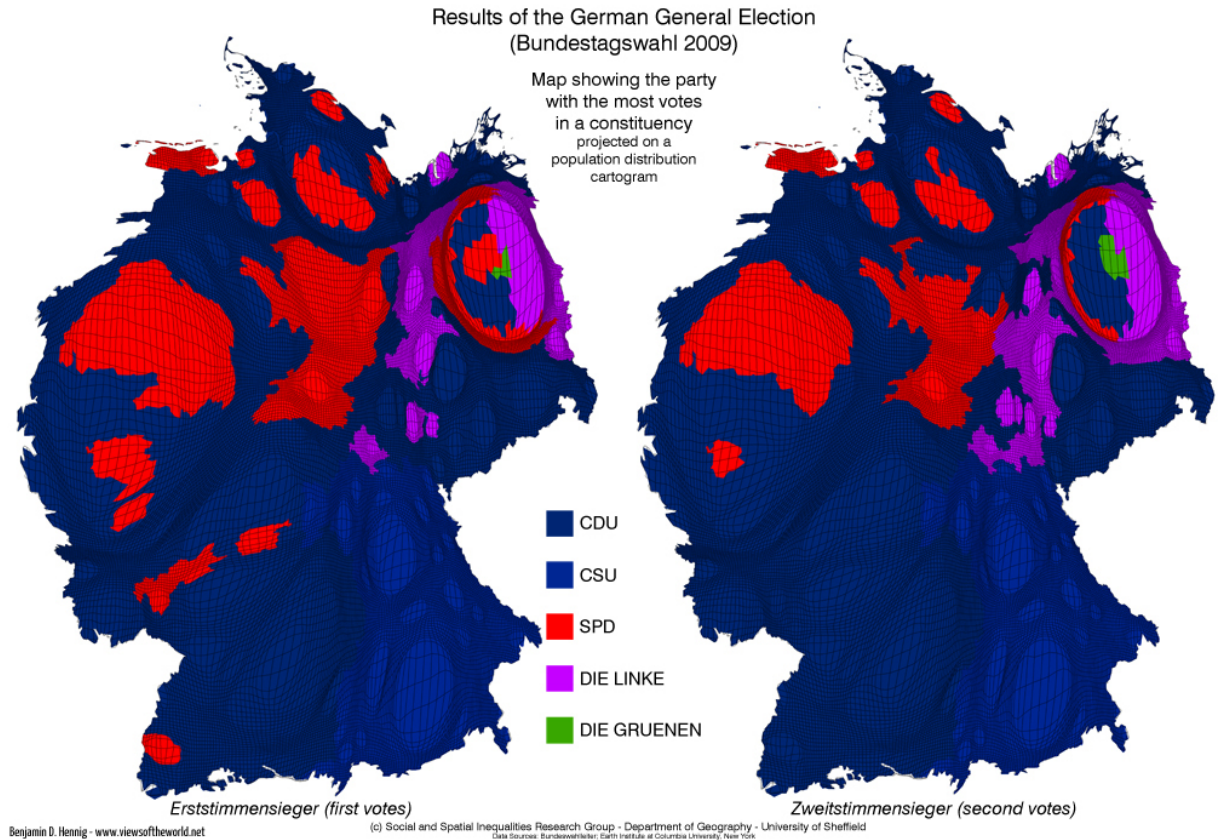


Results of the German General Election (Bundestagswahl 2009)



Bundestagswahl 2021 Federal Election





Les élections régionales du 1er septembre 2024 en Thuringe et en Saxe ont confirmé la progression de l'AfD. En Thuringe, le parti a obtenu 33,1 % des

voix, devançant largement la CDU qui a recueilli 23,6 %. Ce résultat marque la première fois depuis l'après-guerre qu'un parti d'extrême droite arrive en tête lors d'une élection régionale en Allemagne.

En Saxe, l'AfD a également réalisé une performance notable en obtenant plus de 30 % des voix, talonnant la CDU.

Cette avancée de l'AfD est attribuée à plusieurs facteurs, notamment un sentiment de mécontentement croissant envers les partis traditionnels, des préoccupations liées à l'immigration et une perception d'abandon économique dans les régions de l'Est. La montée de l'AfD reflète également une défiance accrue envers la coalition gouvernementale.

L'analyse des données électorales de 2024 révèle des tendances marquées en fonction de l'âge, du sexe, du niveau d'éducation et du statut professionnel des électeurs.

La répartition par âge :

Les préférences électorales varient significativement selon les tranches d'âge :

- 16-24 ans : Cette cohorte a montré une préférence pour les partis traditionnels, avec 17 % votant pour la CDU/CSU, 11 % pour les Verts et 9 % pour le SPD. L'AfD a recueilli 16 % des voix chez les jeunes, tandis que le BSW a obtenu 6 %.
- 25-34 ans : Les électeurs de cette tranche d'âge ont accordé 19 % de leurs voix à la CDU/CSU, 15 % aux Verts, 9 % au SPD et 18 % à l'AfD. Le BSW a également capté 5 % de cet électorat.
- 35-44 ans : La CDU/CSU a obtenu 26 % des voix, les Verts 14 %, le SPD 10 %, l'AfD 20 % et le BSW 5 %.

- 45-59 ans : Dans cette catégorie, 31 % ont voté pour la CDU/CSU, 13 % pour les Verts, 13 % pour le SPD, 18 % pour l'AfD et 6 % pour le BSW.
- 60-69 ans : La CDU/CSU a recueilli 33 % des voix, le SPD 18 %, les Verts 11 %, l'AfD 15 % et le BSW 7 %.
- 70 ans et plus : Les électeurs les plus âgés ont majoritairement soutenu la CDU/CSU (46 %) et le SPD (23 %), tandis que l'AfD a obtenu 8 %, les Verts 7 % et le BSW 6 %.

Ces données indiquent une tendance des électeurs plus jeunes à soutenir des partis alternatifs tels que l'AfD et le BSW, tandis que les électeurs plus âgés restent fidèles aux partis traditionnels.

La répartition entre les sexes :

Les préférences électorales diffèrent également entre les hommes et les femmes :

- Hommes : 30 % ont voté pour la CDU/CSU, 19 % pour l'AfD, 13 % pour le SPD, 11 % pour les Verts et 5 % pour le BSW.
- Femmes : 30 % ont soutenu la CDU/CSU, 15 % le SPD, 13 % les Verts, 12 % l'AfD et 7 % le BSW.

L'AfD semble attirer davantage d'hommes, tandis que les Verts et le SPD bénéficient d'un électorat plus féminin. Cette tendance est en ligne avec d'autres scrutins récents en Europe, où les partis populistes de droite attirent davantage les hommes, tandis que les partis progressistes et écologistes séduisent un électorat plus féminin.

La répartition par niveau d'éducation :

L'analyse des résultats en fonction du niveau d'éducation met en lumière des disparités marquées :

Diplômés de l'enseignement supérieur :

28 % ont voté pour les Verts

27 % pour la CDU/CSU

15 % pour le SPD

10 % pour le FDP

Seulement 6 % pour l'AfD et 5 % pour le BSW

Diplômés de l'enseignement secondaire :

32 % ont soutenu la CDU/CSU

18 % le SPD

12 % les Verts

14 % l'AfD

7 % le BSW

Sans diplôme universitaire :

25 % ont voté pour la CDU/CSU

14 % pour le SPD

10 % pour les Verts

22 % pour l'AfD

9 % pour le BSW

Ces chiffres confirment que l'AfD réalise ses meilleurs scores parmi les électeurs ayant un niveau d'éducation plus faible, tandis que les Verts dominent chez les diplômés de l'enseignement supérieur. Le BSW, en tant que nouveau parti populiste de gauche, semble capter un segment d'électeurs ouvriers autrefois fidèles au SPD et à Die Linke.

La répartition par catégorie socio-professionnelle et revenu :

L'orientation politique varie aussi en fonction du statut professionnel et du niveau de revenu.

Cadres supérieurs et professions libérales :

36 % ont voté pour la CDU/CSU

22 % pour les Verts

15 % pour le FDP

12 % pour le SPD

5 % pour l'AfD

3 % pour le BSW

Fonctionnaires :

30 % pour la CDU/CSU

18 % pour les Verts

17 % pour le SPD

10 % pour le FDP

8 % pour l'AfD

4 % pour le BSW

Ouvriers et employés :

25 % pour la CDU/CSU

18 % pour le SPD

14 % pour l'AfD

10 % pour les Verts

10 % pour le BSW

Indépendants et artisans :

35 % ont soutenu la CDU/CSU

20 % le FDP

12 % les Verts

10 % l'AfD

8 % le SPD

6 % le BSW

L'AfD enregistre un soutien marqué parmi les travailleurs manuels et les employés aux revenus les plus bas, tandis que le FDP séduit davantage les indépendants et les chefs d'entreprise. De son côté, la CDU/CSU conserve une base solide chez les cadres et professions intermédiaires.

LES ENJEUX PAR PARTI

LE SPD DE SCHOLZ : UN PARTI EN PERDITION

Le **Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD)** aborde les élections anticipées du 23 février 2025 dans une position précaire.

Autrefois force dominante de la gauche allemande et pilier de la vie politique allemande d'après-guerre, le SPD est en déclin constant depuis l'avènement de Merkel, peinant à concilier son rôle historique de parti des travailleurs et de la démocratie sociale avec les attentes d'un électorat en pleine mutation. L'élection de 2021 et les résultats inattendus d'Olaf Scholz peut être perçu comme l'exception qui confirme la règle, une victoire historique dues à l'essoufflement de l'Union CDU/CSU après 20 ans de règne et les troubles allemands qui ont poussé à chercher un renouveau. L'effondrement de la coalition « **feu tricolore** » fin 2024 et le bilan très impopulaire du chancelier Olaf Scholz ont laissé le parti affaibli et divisé.

Fondé en 1863, le SPD a longtemps été le parti des classes populaires et de la justice sociale en Allemagne. Pendant une grande partie du XXe siècle, il a joué un rôle central dans la construction de l'État-providence allemand, sous l'impulsion de figures emblématiques comme Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder. Mais au début du XXIe siècle, le SPD s'est retrouvé en difficulté, tentant de jongler entre son héritage social-démocrate et les réalités d'une économie mondialisée.

Le tournant décisif a eu lieu au début des années 2000 avec les réformes Agenda 2010 de Schröder – des mesures économiques drastiques mais nécessaires pour revitaliser l'économie allemande, qui ont toutefois aliéné l'électorat ouvrier du SPD. Cela a favorisé l'essor de Die Linke à gauche et consolidé l'hégémonie de la CDU sous Angela Merkel. Durant les années 2010, le SPD s'est retrouvé coincé : trop centriste pour séduire la gauche, mais incapable de rivaliser avec la CDU sur le terrain du centre-droit.

Le SPD, équivalent du parti socialiste français, est en déclin électoral, à l'image des « gauches de gouvernement » occidentales. Entre 2002 et 2021, le SPD a perdu environ 13 points dans l'opinion publique allemande. Cette érosion électorale s'illustre par un enchaînement de déroutes électorales.

Voici un récapitulatif des résultats électoraux du SPD à travers les élections législatives :

- 2002 : SPD (38,5 %), CDU (38,5 %)
- 2005 : SPD (34,2 %), CDU (35,2 %) – Le SPD perd le pouvoir
- 2009 : SPD (23,0 %) – Effondrement historique
- 2013 : SPD (25,7 %)
- 2017 : SPD (20,5 %) – Pire résultat depuis la Seconde Guerre mondiale
- 2021 : SPD (25,7 %) – Reprise temporaire sous Scholz, reprise en trompe l'œil.

En 2021, Olaf Scholz semblait inverser la tendance en menant le SPD à une victoire inattendue avec 25,7 % des voix. Mais ce succès était davantage dû à l'affaiblissement de la CDU/CSU et à l'image de Scholz en technocrate pragmatique qu'à un véritable enthousiasme pour le programme du SPD. À mesure que son mandat avançait, la désillusion s'est installée et le SPD a de nouveau vu son électorat se détourner.

Alors que le SPD soutient officiellement la candidature de Scholz, de nombreuses voix en interne contestent sa légitimité. Beaucoup estiment qu'il est trop faible et trop effacé pour mener une campagne difficile. L'une des figures les plus en vue contestant Scholz est Boris Pistorius, le populaire ministre de la Défense. Contrairement à Scholz, perçu comme technocrate et sans charisme, Pistorius est jugé décisif et charismatique. Les sondages montrent qu'il est bien plus apprécié que Scholz par les électeurs du SPD, et nombreux sont ceux, en interne, qui préféreraient qu'il mène la campagne. Avant les élections, alors que la présence de Scholz n'était pas assurée, une candidature Pistorius semblait être privilégiée par les sondages et le SPD

aurait pu se placer en seconde position le 23 février dans ce cas. Pourtant, Scholz a bien été choisi par le SPD.

Le SPD est profondément divisé entre une aile ouverte à une alliance avec le centre (Scholz, direction du parti) et une aile gauche. La ligne Scholtz mise sur la continuité et une position pro-entreprise et pro-européenne. Celle de Saskia Esken, Kevin Kühnert, Andrea Nahles) : Favorable à une redistribution accrue, à plus de dépenses sociales et à une posture plus dure face aux grandes entreprises.

Cette fracture idéologique rend difficile l'élaboration d'un message de campagne clair et mobilisateur. Le SPD structure sa campagne autour de trois axes principaux :

- Compétence économique : Scholz affirme avoir géré les crises efficacement
- Justice sociale : Promesses d'investissements accrus dans les services publics
- Europe et stabilité : Mise en garde contre l'extrême droite et le chaos politique

Mais ces arguments peinent à convaincre, et le bilan de Scholz ne joue pas en sa faveur alors que ces mesures sont jugées irréalistes et insensées. La croissance économique reste atone, avec une inflation élevée et une crise énergétique persistante. Une partie de l'électorat rend Scholz responsable de l'augmentation de la criminalité et de l'immigration

Les sondages placent le SPD sous la barre des 20 %, dépassé par la CDU et l'AfD. Le SPD aborde ces élections dans une position de faiblesse historique. Son bilan 2021-2025 est largement critiqué, et sa campagne manque de dynamisme. S'il ne parvient pas à se réinventer après cette élection, il risque un déclin encore plus profond dans le paysage politique allemand. **Le scrutin du 23 février 2025 ne décidera pas seulement du prochain gouvernement, mais déterminera aussi si le SPD peut encore prétendre jouer un rôle majeur à l'avenir.**

LA CDU/CSU DE MERZ: FAVORI DES SONDAGES, SANS CONVAINCRE

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) et son allié bavarois, l'Union chrétienne-sociale (CSU), apparaissent comme les grands favoris. Après avoir subi une défaite cuisante en 2021, le parti a su capitaliser sur les nombreuses faiblesses de la coalition "feu tricolore" dirigée par Olaf Scholz. Pourtant, malgré un net avantage dans les sondages et un climat politique favorable, la CDU/CSU ne semble pas prête à transformer cette dynamique en un raz-de-marée électoral.

Sous la direction de Friedrich Merz, le parti a évité les erreurs de ses adversaires, mais peine à générer un véritable enthousiasme. Son programme reste prudent, sa stratégie électorale hésitante, et son leadership suscite des interrogations. Pourquoi la CDU/CSU, bien que largement en tête, ne semble-t-elle pas prête à assumer un triomphe décisif ?

Depuis 2021, la CDU/CSU a principalement bénéficié des erreurs de la coalition « feu tricolore » SPD-Verts-FDP. Le mandat de Scholz a été marqué par plusieurs crises qui décrédibilisent les partis au pouvoir :

- Une crise économique persistante, avec une inflation élevée et des tensions sur le marché de l'énergie. Problématique pour un pays habitué à une forte croissance économique sous la gouvernance Merkel, ce que beaucoup regrettent.
- Des dissensions internes constantes entre les Verts et le FDP, bloquant toute action gouvernementale efficace. Cela joue en faveur de la CDU/CSU étant donné qu'on se souvient de la stabilité des années Merkel...
- Une politique migratoire qui a suscité un mécontentement croissant dans l'opinion publique. Sur ce point, il est nécessaire de se détourner de l'héritage Merkel et de se montrer moins centriste, mais il n'empêche qu'un écart existe avec la coalition au pouvoir sur ce point.

- Un chancelier Scholz jugé invisible, indécis et inefficace. Merz, ancien rival de Merkel et homme d'affaire à succès dispose d'une carrure plus imposante...

Face à ce contexte, la CDU/CSU a su incarner une alternative rassurante. En s'opposant aux dérives budgétaires du gouvernement et en dénonçant son incapacité à gérer la crise énergétique, elle a voulu s'imposer comme la seule force capable de ramener de la stabilité.

Les intentions de vote confirment cette tendance et montrent une remontée constante de l'Union :

- Été 2023 : CDU/CSU à 27 %, SPD à 21 %, AfD à 20 %.
- Janvier 2024 : CDU/CSU à 29 %, SPD à 18 %, AfD à 22 %.
- Décembre 2024 : CDU/CSU à 30 %, SPD à 17 %, AfD à 23 %.

Cette avance place l'Union dans une position idéale pour remporter l'élection, mais pas pour gouverner sans concessions. Friedrich Merz, à la tête de la CDU depuis 2022, est une figure complexe. Réputé pour son conservatisme économique et son opposition aux politiques de redistribution du SPD, il peine néanmoins à incarner un leader fédérateur.

Ses atouts :

- Expérience et crédibilité économique, en particulier sur les questions budgétaires.
- Discours anti-wokisme et anti-écologisme radical qui séduit une partie de l'électorat conservateur.
- Image de pragmatique, éloigné des compromissions du "feu tricolore".

Ses faiblesses :

- Manque de charisme et de vision à long terme.
- Absence de propositions audacieuses, alors que les électeurs attendent un changement fort.
- Tensions internes avec la CSU, dirigée par Markus Söder, qui rêve toujours de prendre sa place.

Alors que certains espéraient que Merz adopte une posture plus conquérante, il semble jouer la carte de la prudence, voire de la passivité. Certains vont même jusqu'à dire qu'il ne veut pas réellement l'emporter, menant une campagne à contre-courant des standards modernes. Cette stratégie le place involontairement en retrait, face à l'AfD, qui ne craint pas de mener une campagne plus agressive sur la communication, et qui ne suit pas des codes policés...

Si la CDU/CSU veut restaurer son autorité, son programme manque de souffle et de propositions transformatrices :

- Défense stricte du "Schuldenbremse" (frein à l'endettement), mais peu de propositions pour relancer la croissance.
- Durcissement du discours, mais sans mesures concrètes pour apaiser l'électorat inquiet.
- Rejet du radicalisme des Verts, mais absence de stratégie industrielle claire.

Le contraste avec la dernière grande victoire de la CDU en 2013, sous Merkel, est frappant. Alors qu'à l'époque la chancelière avait porté une vision forte et consensuelle, Merz reste dans la retenue.

Malgré son avance, la CDU/CSU ne semble pas capable de conquérir une majorité écrasante. Plusieurs raisons expliquent ce plafond électoral :

- **L'AfD siphonne l'électorat de droite.** L'Alternative pour l'Allemagne, en hausse constante, capte une partie de l'électorat conservateur frustré.
- **Le retour du centre-gauche.** Une partie des électeurs modérés hésitent à se tourner vers un parti conservateur jugé trop rigide. Ces électeurs, qui sont allés de la CDU/CSU vers Scholz en 2021, séduits par sa ligne centriste, ne sont pas prêts à revenir vers l'Union qui s'est droitisée sous l'impulsion de Merz et n'hésite pas à voter avec l'AfD au Bundestag.
- **La lassitude post-Merkel et l'inventaire du merkelisme.** La CDU/CSU n'a toujours pas su renouveler son image après 16 ans de gouvernement Merkel.

L'un des grands mystères de cette campagne est l'impression que Friedrich Merz ne cherche pas réellement une victoire écrasante. Contrairement à

Helmut Kohl en 1983 ou Angela Merkel en 2013, il semble plus préoccupé par une gestion prudente que par une ambition électorale claire.

Plusieurs hypothèses expliquent cette posture :

- Une majorité relative confortable lui permettrait d'imposer des compromis aux autres partis. **Mais ce choix pourrait se retourner contre lui, car le SPD seul pourrait ne pas suffire pour monter une coalition majoritaire**, rendant les concessions encore plus importantes avec la présence d'un troisième parti. Le FDP, allié naturel de la CDU/CSU pourrait ne pas passer le cap des 5%, rendant impossible sa présence comme troisième partenaire, ainsi Merz devra encore plus concéder. Or, **on voit dans les différents autres pays comme la France, que l'instabilité gouvernementale a un coût politique pour les partis de Gouvernement lorsqu'ils sont aux manettes.**
- Une **victoire trop large obligerait la CDU/CSU à gouverner seule**, avec toutes les difficultés que cela implique.

La CDU/CSU est la grande favorite des élections du 23 février 2025. Son avance sur le SPD est confortable, et l'échec du gouvernement Scholz joue en sa faveur. Pourtant, tout indique qu'elle n'aura pas une victoire écrasante. Son programme prudent, la posture hésitante de Merz et la division de l'électorat limitent ses perspectives.

Le paradoxe est donc double : **un parti favori qui ne semble pas vouloir aller jusqu'au bout de sa dynamique et un parti qui ne peut plus imposer une domination sur une coalition** car la polarisation électorale rend les alliances programmatiques quasi-impossibles.

L'AFD DE WEIDEL: UN POUVOIR DE NUISANCE

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) s'affirme comme l'un des principaux acteurs du paysage politique allemand. **Longtemps considéré comme un parti protestataire en marge, l'AfD a désormais consolidé sa place comme une force politique majeure, rivalisant avec les partis traditionnels pour le pouvoir.** Avec des sondages plaçant l'AfD autour de 20-22 %, son influence ne peut plus être ignorée, et sa montée en puissance suscite autant de fascination que d'inquiétude.

Si l'AfD bénéficie d'une dynamique électorale impressionnante, **plusieurs questions restent en suspens** : comment expliquer un tel succès dans un pays qui a longtemps résisté à l'essor de l'extrême droite ? Quels sont les ressorts de son ascension et les défis qui l'attendent ? L'AfD est-elle en mesure de transformer son poids électoral en influence gouvernementale, ou restera-t-elle cantonnée à un rôle d'opposition radicale.

Fondé en 2013 comme un parti eurosceptique opposé aux politiques de sauvetage de la zone euro, **l'AfD a progressivement évolué vers un positionnement national-populiste, capitalisant sur la crise migratoire de 2015 pour élargir son audience.** Initialement perçu comme un parti de protestation, il s'est structuré en une organisation solide, bénéficiant d'un électorat fidèle et d'un ancrage croissant dans plusieurs régions, notamment dans l'Est de l'Allemagne.

Les résultats électoraux de l'AfD témoignent de son ascension fulgurante :

- 2013 : 4,7 % – en dessous du seuil des 5 %, pas de siège au Bundestag
- 2017 : 12,6 % – entrée fracassante au Parlement avec 94 députés
- 2021 : 10,3 % – légère baisse, mais maintien d'un groupe parlementaire fort
- 2024 (sondages) : entre 20 % et 22 %, se plaçant en seconde position derrière la CDU/CSU

Ce parcours montre que l'AfD est passée du statut de force émergente à celui de véritable pilier du paysage politique allemand. **Si l'AfD gagne du**

terrain dans toute l'Allemagne, son bastion reste incontestablement l'Est du pays, où elle dépasse souvent les 30 %, voire les 40 % dans certaines régions comme la Saxe ou la Thuringe. Les récentes élections régionales dans ces régions à l'automne dernière a confirmé cet état de fait et qu'il faudra compter sur eux en 2025.

Plusieurs facteurs expliquent cette surperformance :

- **Un sentiment d'abandon** : L'ex-RDA reste marquée par un ressentiment envers Berlin et l'Ouest du pays, perçus comme favorisés.
- **Une fracture économique et sociale** : Le chômage plus élevé, les salaires plus bas et la désindustrialisation contribuent à un vote protestataire fort.
- **Une culture politique différente** : L'autoritarisme et le rejet des élites fédérales trouvent plus d'écho dans l'Est, où la défiance envers les institutions reste plus élevée.

C'est le sentiment d'Ostalgie décrit précédemment, et l'AfD sait parfaitement en jouer et en tirer profit. Les cartes électorales des dernières élections européennes de juin 2024 montrent que le parti arrive en tête dans toutes les circonscriptions de l'Est (si on exclut Berlin).

L'AfD prospère sur un rejet massif des partis traditionnels, jugés déconnectés des réalités de la population. Le parti exploite une rhétorique anti-élite et nationaliste, mettant en avant les thèmes suivants. L'AfD prône une politique migratoire ultra-restrictive et lie immigration et insécurité. Le parti se positionne contre les institutions européennes et prône une politique "Allemagne d'abord". L'AfD s'attaque aux mouvements progressistes et à la "culture de la repentance" imposée selon eux par les élites politiques et médiatiques. En plus de cela, le parti a bénéficié du soutien d'Elon Musk, qui voit dans les thèmes défendus par l'AfD une convergence avec les axes de Donald Trump, ce qui permet de « normaliser » un parti boudé par le Rassemblement national ou d'autres partis de droite national en Europe.

L'AfD, bien que divisée entre une aile modérée et une aile radicale, a su maintenir une ligne stratégique efficace. En modérant légèrement son discours officiel tout en laissant certaines figures adopter un ton plus radical, le parti parvient à élargir sa base électorale tout en fidélisant ses soutiens les plus extrêmes. Alice Weidel, économiste vivant en Suisse, a réussi à maintenir le leadership sur le parti alors qu'elle représente beaucoup de choses que les membres les plus extrêmes du parti exècrent. Cela montre que la machine est bien rodée et que la tête de gondole n'est pas aussi extrême que certains, ce qui peut rassurer et explique la réussite du parti...

Contrairement aux autres partis, l'AfD ne cherche pas à séduire le centre, mais à consolider un électorat contestataire. Cela lui permet d'avoir une base fidèle, à l'image d'autres mouvements populistes en Europe comme le Rassemblement National en France ou Fratelli d'Italia. Après son succès inattendu lors des élections européennes de 2024 ainsi que des élections régionales en Allemagne de l'Est, le BSW paraissait en mesure de vampiriser le parti en s'adjugeant l'électorat de Gauche séduit par Weidel, alors que sa ligne sur l'immigration ou les élites est proche de celle de l'AfD. Mais son ralentissement récent et sa perte de vitesse dans les sondages a limité cette crainte.

Malgré sa force électorale, l'AfD reste un paria sur l'échiquier politique. Aucun parti majeur ne souhaite s'allier avec elle, ce qui limite ses perspectives de gouvernement. Et nous savons qu'avec la fragmentation politique actuelle en Allemagne, une coalition sera nécessaire pour gouverner. L'Union CDU/CSU maintient un cordon sanitaire strict, et les autres partis allemands voient en l'AfD un repoussoir qu'il faut combattre.

Les récentes déclaration de JD Vance à Munich sur le Cordon Sanitaire ne devraient rien y changer. L'AfD est loin d'être un bloc monolithique. Des tensions existent entre les partisans d'une ligne plus pragmatique et ceux qui prônent une radicalisation accrue. Cette division pourrait fragiliser le parti à moyen terme.

L'AfD est sous surveillance de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, ce qui alimente les accusations d'extrémisme. Plusieurs figures du parti sont également impliquées dans des controverses, ce qui pourrait freiner sa progression auprès d'un électorat plus modéré. Il faut se rappeler des scandales à répétition provoqués par Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD pour les élections européennes, mais qui a dû se mettre en retrait après ses déclarations sur les SS par exemple. On peut aussi citer la tête de liste du parti pour les élections en Thuringe, épinglé pour l'utilisation de slogans nazis. L'AfD est aujourd'hui un acteur central de la politique allemande. Son ascension repose sur un rejet profond des partis traditionnels, une rhétorique anti-système efficace et un électorat fidèle. Cependant, son isolement politique et les divisions internes posent un défi majeur à sa consolidation et son passage de parti contestataire à parti de gouvernement.

Le 23 février 2025 sera un test crucial : **l'AfD peut-elle transformer son succès électoral en véritable influence politique, ou restera-t-elle cantonnée à un rôle d'opposition radicale ?** Une chose est sûre : l'AfD a déjà profondément bouleversé le paysage politique allemand, et son ascension semble loin d'être terminée.

EXTRÊME GAUCHE : UNE BATAILLE POUR LE LEADERSHIP ENTRE LE BSW ET DIE LINKE

Les élections européennes de juin 2024 avaient donné l'impression d'un basculement majeur dans le paysage de la gauche radicale en Allemagne. Avec un score bien plus élevé que prévu, le parti de Sahra Wagenknecht, Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), semblait alors avoir pris la tête de la gauche radicale, reléguant Die Linke au second plan après des années de crise interne.

Pourtant, ce succès s'est révélé éphémère. Moins d'un an plus tard, la dynamique s'est inversée. Die Linke, bien que toujours en crise il y a encore un an, a su se ressaisir en radicalisant son message et en clarifiant sa ligne politique. Dans les sondages, Die Linke devance désormais le BSW, prouvant

que le score du parti de Wagenknecht aux européennes était plus un phénomène de circonstance qu'un changement structurel dans le paysage politique allemand.

Le bon score du BSW aux européennes en juin 2024 avait laissé croire que Sahra Wagenknecht et son mouvement avaient pris un ascendant définitif sur la gauche radicale. Avec une campagne centrée sur la critique des élites, la souveraineté économique et une opposition claire à certaines politiques migratoires, le BSW avait su capter un électorat en quête de nouvelles réponses.

Cependant, plusieurs éléments expliquent pourquoi ce succès n'a pas été durable :

- Un vote protestataire conjoncturel : les européennes sont souvent marquées par un vote sanction, qui ne se traduit pas toujours dans les scrutins nationaux.
- Un électorat volatil : le BSW avait attiré certains électeurs déçus du SPD et des Verts, mais ceux-ci ne se sont pas fidélisés. De plus, les médias ont parlé énormément de l'AfD, parti qui a les mêmes lignes sur certains sujets. Ainsi, les électeurs voulant montrer leur désaccord avec le système ont choisi de privilégier l'AfD (surtout à l'Est)
- Un manque d'implantation locale : contrairement à Die Linke, qui conserve un ancrage dans l'Est du pays et chez les militants historiques, le BSW reste un parti fragile sur le terrain. Cela joue sur des grandes villes, et principalement Berlin. Des villes naturellement favorables à l'extrême gauche, mais verrouillées par Die Linke, ce qui explique les problèmes du BSW.

Résultat : les sondages pour les législatives de 2025 montrent un net reflux du BSW, qui peine à capitaliser sur son succès éphémère.

La fondatrice du BSW a commis plusieurs erreurs qui expliquent la stagnation de son parti :

- Une ligne idéologique floue : entre national-populisme de gauche et socialisme classique, Wagenknecht n'a pas su imposer un programme clair. Quand Die Linke était en crise cela pouvait marcher, Wagenknecht étant très charismatique et habituée des médias, mais sur le long terme, ce flou a été contre-productif...
- Un positionnement isolé : rejeté par Die Linke, mal vu par le SPD, et sans alliances possibles, le BSW est politiquement isolé. Le parti qui leur ressemble le plus, hors Die Linke, est l'AfD ce qui complique tout pour Wagenknecht. En effet, on imagine mal une alliance contre-nature comme Lega-Mouvement 5 étoiles en Italie après les élections de 2018.
- Une organisation faible : contrairement aux grands partis, le BSW manque de structures solides et de cadres expérimentés pour mener une campagne fédérale. Ce qui est normal pour un parti jeune, mais va sûrement jouer contre Wagenknecht sur le court terme...

Ces éléments ont permis à Die Linke de reprendre l'avantage en fin 2024 et début 2025.

En 2023-2024, Die Linke semblait au bord de l'implosion, divisée entre un courant réformiste et une aile plus radicale. La scission du BSW aurait pu l'achever, mais paradoxalement, elle lui a permis de se recentrer sur une ligne plus radicale et de reconquérir une partie de son électorat historique.

- Un retour à une gauche anti-capitaliste assumée : en insistant sur la redistribution, l'anticapitalisme et une critique virulente du néolibéralisme, Die Linke a retrouvé son identité.

- Un discours offensif sur le social : la hausse des inégalités et la crise du logement ont permis à Die Linke de revenir au centre des débats. La situation actuelle en Allemagne a bien aidé, et le siphonage des voies du BSW fait le reste...
- Une posture plus radicale sur l'OTAN et l'UE : critique virulente du militarisme occidental et des politiques économiques européennes, séduisant les déçus du SPD.

Contrairement au BSW, Die Linke conserve un ancrage territorial fort, notamment dans l'Est de l'Allemagne. Ses bastions en Saxe, Thuringe et Berlin restent des places fortes où le parti résiste malgré l'émergence du BSW. Cet enracinement est crucial pour les élections fédérales, où la mobilisation locale joue un rôle clé. La gauche radicale allemande est aujourd'hui marquée par un affrontement direct entre Sahra Wagenknecht et Die Linke. Ce duel ne se limite pas à une question électorale, mais pose aussi la question de l'orientation idéologique :

- Wagenknecht prône une gauche plus populiste, critique envers l'immigration et centrée sur la souveraineté nationale.
- Die Linke assume une posture plus marxiste et radicale, avec une critique frontale du capitalisme et de l'UE.

Ces différences rendent impossible toute réunification entre les deux forces, alors que c'est le départ de Wagenknecht du parti Die Linke qui avait semblé la fin du parti historique de l'extrême gauche allemande, la hache de guerre n'est décidemment pas enterrée.

Même si Die Linke semble plus forte que le BSW en 2025, les deux partis restent marginalisés. Aucun des grands partis (SPD, Verts, CDU/CSU) ne souhaite gouverner avec eux. Cette absence de débouché gouvernemental renforce l'idée que l'extrême gauche allemande est condamnée à jouer un rôle d'opposition protestataire plutôt qu'une véritable force de gouvernement. Ainsi cette guerre des chefs à l'extrême gauche ne découlera

pas sur un chamboulement politique majeur en Allemagne, mais c'est bien le pouvoir de nuisance et l'implantation en Allemagne de l'Est qui se joue ici.

Si le succès du BSW aux européennes de 2024 avait laissé croire à une reconfiguration durable de la gauche radicale, la dynamique de 2025 montre une réalité bien différente. Die Linke, en crise un an plus tôt, a su rebondir en radicalisant son discours, tandis que le BSW peine à s'imposer durablement. **Le paysage de l'extrême gauche allemande reste marqué par une fragmentation qui empêche toute influence significative sur le pouvoir.** Entre un Die Linke plus extrême mais stable et un BSW affaibli, l'avenir de la gauche radicale en Allemagne semble condamné à l'opposition, sans perspective claire d'accéder au gouvernement, mais le principal n'est pas là pour les chefs de ces partis.

LES VERTS DE HABECK (DIE GRÜNE): UN PARTI QUI RÉSISTE

L'Alliance 90/Les Verts se retrouve dans une position complexe à l'orée des élections. Membre clé de la coalition gouvernementale sortante, le parti a subi de plein fouet les critiques liées à l'échec de la coalition en "feu tricolore" dirigée par Olaf Scholz. Pourtant, contrairement au SPD et au FDP, les Verts semblent mieux résister à la tempête politique qui secoue l'Allemagne.

Alors que le SPD peine à défendre son bilan et que le FDP est en chute libre, les Verts conservent un électorat fidèle, notamment dans les grandes métropoles et chez les jeunes générations. Si leur influence risque de se réduire par rapport à 2021, ils pourraient néanmoins jouer un rôle déterminant dans la formation du prochain gouvernement.

Comment les Verts parviennent-ils à limiter les pertes électorales ? Quels défis doivent-ils relever pour préserver leur influence ? Et pourraient-ils se retrouver dans la position de faiseur de roi après les élections ?

Depuis leur entrée au Bundestag en 1983, les Verts ont su évoluer d'un parti écologiste radical à une force politique pragmatique et influente. Leur

participation à plusieurs coalitions gouvernementales, tant au niveau fédéral qu'au sein des Länder, leur a permis d'acquérir une crédibilité en matière de gouvernance.

L'entrée des Verts dans le gouvernement Scholz en 2021 marquait une nouvelle étape :

- Annalena Baerbock (Affaires étrangères) et Robert Habeck (Économie et Climat) ont occupé des postes clés.
- L'accent mis sur la transition énergétique a permis d'impulser des réformes importantes malgré des résistances économiques.
- Un positionnement international affirmé, notamment sur l'Ukraine et la Chine, a renforcé leur image de parti sérieux et responsable.

Cependant, ces succès ont été accompagnés de défis majeurs, qui ont progressivement érodé leur soutien électoral. Si les Verts ont contribué à faire avancer la transition écologique, leur bilan reste contrasté :

- Un ralentissement des réformes en raison des tensions avec le FDP et le SPD.
- Une crise énergétique majeure après l'abandon accéléré du nucléaire, perçu par certains comme une décision précipitée.
- Des critiques sur la politique étrangère jugée trop interventionniste par une partie de la population.

Ces éléments ont nourri une désillusion parmi certains électeurs, notamment dans les classes moyennes inquiètes des coûts de la transition énergétique.

Contrairement au SPD et au FDP, dont l'électorat s'érode considérablement, les Verts bénéficient d'un socle de soutien relativement stable :

- Les grandes villes et les classes éduquées : Berlin, Hambourg, Munich et Francfort restent des bastions écologistes.
- Les jeunes générations : Malgré une légère baisse, les Verts restent le parti préféré des électeurs de moins de 30 ans.
- Les classes supérieures progressistes : Sensibles aux questions climatiques et sociétales, elles continuent de voter Vert malgré la crise énergétique.

Cette **base électorale leur permet de limiter la casse et de se maintenir au-dessus des 12/13 % dans les sondages**, un score honorable dans un contexte de défiance généralisée. Surtout, ce total est proche du résultat de 2021 (14,7%).

Les Verts parviennent aussi à recentrer le débat sur l'urgence climatique et la nécessité d'une transition énergétique, un domaine où ils conservent une forte crédibilité. Leur stratégie repose sur trois axes :

- Accuser la CDU/CSU et l'AfD de vouloir freiner la transition écologique.
- Se présenter comme un parti de responsabilité face aux défis environnementaux.
- Souligner leurs succès gouvernementaux, notamment les investissements dans les énergies renouvelables.

Cette approche leur permet de mobiliser leur base et d'éviter un effondrement électoral.

Les Verts pourraient se retrouver dans une situation délicate après les élections. Si le SPD s'effondre et que le FDP disparaît du Bundestag, ils devront choisir entre :

- Une alliance avec la CDU/CSU : Possible mais difficile en raison des divergences sur l'écologie. Cela dépendra du résultat du SPD, qui sera le principal parti sollicité par la CDU/CSU pour former une coalition, mais si le score du SPD n'est pas suffisant, les Conservateurs pourraient se tourner vers les Verts (ou le FDP, si le parti existe encore au Bundestag).
- Un maintien dans l'opposition : Risqué, car cela les priverait d'une influence gouvernementale, mais ils sont habitués à cette situation et dispose d'une structure fonctionnelle qui leur permettra de voir venir

Les Verts doivent naviguer entre plusieurs contradictions :

- Ne pas apparaître comme des dogmatiques tout en défendant leurs priorités écologiques.
- Séduire les classes moyennes sans effrayer les entreprises avec des politiques trop radicales.

- Se démarquer du SPD tout en conservant une capacité de coalition avec lui en cas de besoin.

Si les sondages actuels se confirment, les Verts pourraient jouer un rôle central dans la formation du gouvernement. Tout dépendra du résultat du SPD, qui si les tendances se vérifient, ne devraient pas être en mesure d'apporter un complément nécessaire au CDU/CSU pour gouverner. Dans ce cadre, l'apport des Verts serait important. Leur position stratégique leur permettrait de préserver leur influence malgré l'échec du "feu tricolore", ce qui constitue une forme de succès en soi.

Contrairement au SPD et au FDP, qui sortent affaiblis du gouvernement Scholz, les Verts semblent être le partenaire de coalition qui résiste le mieux. **Leur électorat reste fidèle, leur position sur le climat leur confère une légitimité unique**, et leur pragmatisme pourrait leur permettre de négocier leur place dans le futur gouvernement. Sans remporter l'élection, les Verts pourraient devenir l'un des arbitres majeurs du Bundestag de 2025.

LE FDP DE LINDNER: DE FAISEUR DE ROI À UN PARTI AU BORD DE L'EXPLOSION

Lors des élections fédérales de 2021, le Parti libéral-démocrate (FDP) était en position de force. Grâce à un score de 11,5 %, il était devenu un faiseur de roi, détenant les clés de la formation du gouvernement. En s'alliant avec le SPD et les Verts pour former la coalition "feu tricolore", le FDP obtenait des postes stratégiques et influait sur les politiques économiques et budgétaires du gouvernement Scholz.

Mais 4 ans plus tard, la situation est radicalement différente. Dans les sondages pour les élections anticipées de 2025, le FDP est en péril. **Son électorat traditionnel l'a abandonné, ses revendications ont été mises en échec par ses partenaires de coalition, et il pourrait ne pas atteindre le seuil des 5 % requis pour rester au Bundestag**. Comment le FDP est-il passé d'un parti clé du gouvernement à une formation politique au bord de l'effondrement ?

Avec son positionnement libéral, pro-marché et attaché à la rigueur budgétaire, le FDP s'est imposé en 2021 en partenaire essentiel pour le SPD et les Verts. Son entrée au gouvernement permettait de rassurer les milieux économiques et d'équilibrer la coalition vers le centre-droit.

Les atouts du FDP en 2021 :

- Un discours libéral clair : réduction des impôts, respect du frein à l'endettement, soutien à l'innovation technologique.
- Une capacité de négociation forte : en contrôlant le ministère des Finances sous la direction de Christian Lindner, le FDP imposait sa ligne budgétaire.
- Un électorat jeune et urbain : attiré par ses positions pro-entrepreneuriat et ses critiques envers la bureaucratie étatique.

Mais cette force de négociation s'est retournée contre le parti dès les premiers mois du gouvernement. **Le FDP s'est rapidement retrouvé en conflit permanent avec ses partenaires.** En insistant sur des politiques d'austérité budgétaire, il s'est heurté aux ambitions dépensières du SPD et des Verts. Plusieurs dossiers clés illustrent ces tensions :

- Les budgets de relance et les investissements écologiques : le FDP a bloqué plusieurs mesures souhaitées par les Verts, apparaissant comme un frein à la transition énergétique.
- La gestion de la crise énergétique : le parti s'est opposé aux subventions proposées pour atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie.
- Les réformes fiscales : incapables d'obtenir des baisses d'impôts, les électeurs du FDP ont perdu confiance dans son efficacité.

Résultat : **le FDP s'est retrouvé perçu comme un empêcheur de tourner en rond, bloquant la dynamique gouvernementale sans imposer de réelles victoires politiques.**

Les électeurs du FDP, séduits en 2021 par son discours modernisateur et pro-business, ont rapidement déchanté :

- Les entrepreneurs et classes moyennes supérieures ont jugé le parti inefficace face aux crises économiques successives.
- Les jeunes libéraux ont été déçus par son manque d'initiatives pour assouplir la réglementation du travail et alléger la bureaucratie.
- Les conservateurs modérés, qui voyaient en lui une alternative pragmatique à la CDU, se tournent désormais vers Friedrich Merz.

Dans les sondages, cette érosion du soutien est brutale :

- Élections 2021 : 11,5 %
- Été 2024 : 6 %
- Janvier 2025 : 4 à 5 %, sous la barre critique du seuil parlementaire.

Si cette tendance se confirme le 23 février, le FDP pourrait disparaître du Bundestag, un choc historique pour un parti qui a joué un rôle clé dans la politique allemande d'après-guerre.

Même s'il parvenait à dépasser les 5 %, le FDP aurait peu d'options pour influencer la future coalition :

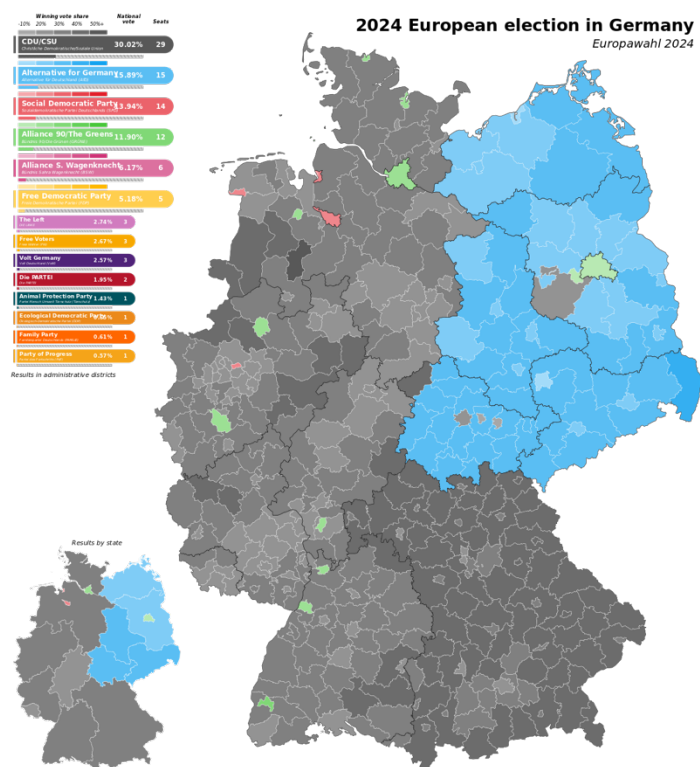
- Une alliance avec la CDU/CSU : souhaitée par certains, mais improbable à cause de la méfiance entre Friedrich Merz et Christian Lindner. Cela s'explique par le sentiment de trahison de 2021, alors que le FDP était vu comme l'allié naturel de la CDU/CSU, Lindner a préféré traiter avec Scholz, ce qui n'a pas été dirigé par beaucoup. Une alliance serait possible, si la

CDU/CSU cherche quelques députés pour compléter l'apport du SPD afin de trouver une majorité. Dans cette configuration, et si le FDP survit, il sera le bouche trou de la CDU/CSU, et rien de plus. Mais étant donné le grand nombre d'inconnues, cela semble très peu probable...

- Un retour avec les Verts et le SPD : un scénario très peu probable voire impossible tant les tensions internes ont affaibli la coalition et que ces partis mis ensemble ne dépassent que légèrement pour l'instant les 30% d'intention de vote.
- L'opposition ? : mais avec un groupe réduit, le FDP risquerait de perdre toute pertinence politique.

Christian Lindner est aujourd'hui contesté. Son refus d'adopter une posture plus pragmatique a conduit le parti dans une impasse. Mais faute de figures alternatives crédibles, il reste le chef incontesté du FDP. Ce manque de renouveau pourrait condamner le parti à l'inaction, voire à la disparition pure et simple. Le FDP joue donc sa survie lors de ces élections anticipées. La montée de l'AfD à droite et la consolidation des Verts au centre ont laissé le FDP sans espace politique clair. Son incapacité à se réinventer face à ces nouvelles dynamiques le prive de toute capacité à regagner du terrain.

Le FDP, qui en 2021 semblait incontournable, est aujourd'hui un parti en danger de mort politique. Son rôle stratégique dans la coalition "feu tricolore" s'est retourné contre lui, le transformant en parti sans électorat défini ni alliances possibles. Alors que les élections du 23 février 2025 approchent, la seule question qui demeure est de savoir si le FDP survivra à ce scrutin ou s'il quittera définitivement la scène politique fédérale. Une chose est certaine : de faiseur de roi, il est devenu le grand perdant de la coalition Scholz.



L'ALLEMAGNE ENTRE DANS LE CAMP DES INGOUVERNABLES ?

CONTEXTE ELECTORAL

LE CONTEXTE POLITIQUE MENANT AUX ÉLECTIONS ANTICIPÉES

Ce scrutin inattendu, déclenché par l'effondrement du gouvernement de coalition du chancelier Olaf Scholz en fin d'année dernière, se déroule dans un climat d'incertitude économique, de fragmentation politique croissante et de polarisation sociétale accrue. L'issue de cette élection ne déterminera pas seulement l'avenir politique du pays, mais influencera également l'équilibre européen.

Les mois précédant le scrutin ont été marqués par une dynamique électorale fluctuante, reflétée par des sondages d'opinion indiquant d'importants changements dans les préférences des électeurs. Face à une population préoccupée par la stagnation économique, l'immigration et la sécurité, les partis politiques ont ajusté leurs stratégies. Dans ce contexte, la fiabilité et l'interprétation des sondages sont devenues essentielles pour saisir les enjeux de cette élection.

La convocation de ces élections anticipées découle directement de l'incapacité du gouvernement en place à assurer la stabilité politique dans un climat de pression économique croissante. La coalition « feu tricolore » d'Olaf Scholz, composée du Parti social-démocrate (SPD), des Verts et du Parti libéral-démocrate (FDP), a été minée par des divisions internes sur des questions économiques, migratoires et de politique internationale.

À la fin de l'année 2024, la stagnation économique de l'Allemagne était manifeste. Le PIB affichait une croissance proche de zéro pour le troisième trimestre consécutif, la production industrielle enregistrait une baisse de 3,5 % sur un an, et l'inflation s'établissait à 4,2 %, exerçant une pression

supplémentaire sur les ménages. Bien que le taux de chômage restât relativement bas à 5,8 %, il augmentait dans certaines régions industrielles clés comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Saxe. L'échec du gouvernement à mettre en place une stratégie fiscale cohérente a progressivement sapé la confiance des électeurs et des membres de la coalition, menant au vote de défiance historique contre Scholz en décembre.

Incapable de recomposer une majorité, la coalition a cédé la place à une dissolution du Bundestag, prononcée par le président Frank-Walter Steinmeier, et à la convocation d'élections anticipées pour le 23 février. Cet événement a relancé la compétition politique, forçant les partis à redéfinir leurs positions dans l'urgence.

LES SONDAGES D'OPINION

À la mi-février 2025, les tendances des sondages révèlent un paysage électoral en pleine recomposition. Une compilation des enquêtes menées par les principaux instituts de sondage allemands – Forsa, INSA et Allensbach – confirme une avance notable de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de son allié bavarois, l'Union chrétienne-sociale (CSU).

Moyenne des Sondages (14 février 2025) :

- CDU/CSU : 30-31 %
- AfD : 20-21 %
- SPD : 15-16 %
- Verts : 13-14 %
- FDP : 4-5 %
- Die Linke : 3-4 % 5 même si les derniers sondages ont montré une remontée et le part est donné au-dessus des 5%
- BSW : 4-5% en moyenne, mais avec une tendance inverse à celle de Die Linke ces dernières semaines.

La CDU/CSU, dirigée par Friedrich Merz, a su tirer profit des échecs de la coalition sortante en mettant l'accent sur la stabilité économique, la

réduction des impôts et un contrôle plus strict de l'immigration. Merz s'est imposé comme le candidat de la compétence et de la prévisibilité, ce qui séduit un électorat lassé des incertitudes gouvernementales.

Parallèlement, l'extrême droite de l'Alternative für Deutschland (AfD) poursuit sa montée en puissance. Avec environ 20-21 % des intentions de vote, l'AfD capte l'attention des électeurs les plus critiques à l'égard de la politique migratoire et de la sécurité intérieure. Ses bastions en Saxe et en Thuringe restent solides, mais le parti gagne aussi du terrain dans certaines régions de l'Ouest, témoignant d'une désaffection croissante envers les partis traditionnels.

Le SPD, en revanche, peine à mobiliser son électorat, oscillant autour de 15-16 %. Malgré le poids historique du parti, son incapacité à redresser la situation économique et à maintenir une image forte en tant que force gouvernante a contribué à son affaiblissement.

Les Verts, bien qu'ayant atteint 14,7 % en 2021 et participé à la coalition au pouvoir, se maintiennent aujourd'hui entre 13 % et 14 %. Leur participation au gouvernement a entraîné des critiques de part et d'autre du spectre politique, réduisant leur marge de progression alors que le parti avait le vent dans le dos depuis quelques années. Pour autant, ils n'ont pas été mis à l'amende et pénalisés comme leurs partenaires du SPD et du FDP.

Le FDP est en difficulté, frôlant le seuil critique des 5 %, tandis que la guerre de leadership à l'extrême gauche est forte, avec Die Linke qui semble ressortir la tête de l'eau et un BSW qui n'a pas réussi à confirmer ses bonnes performances et promesses de 2024. .

FIABILITÉ DES SONDAGES EN ALLEMAGNE

Les sondages allemands ont généralement prédit avec justesse les grandes tendances électorales, bien que certaines surprises aient marqué les scrutins précédents.

- Élections de 2017 : Les instituts avaient correctement anticipé la victoire de la CDU/CSU sur le SPD, mais avaient sous-estimé la percée de l'AfD à 12,6 %.
- Élections de 2021 : Les prévisions annonçaient un duel serré, qui s'est traduit par une victoire étriquée du SPD avec 25,7 % des suffrages.

Cependant, plusieurs biais méthodologiques peuvent affecter la précision des sondages :

- Indécision des électeurs – Jusqu'à 30 % des électeurs prennent leur décision dans les dernières semaines, rendant les projections incertaines. Et les récentes attaques terroristes et autres incidents impliquant des migrants pourraient se traduire par un vote AfD plus fort qu'anticipé...
- Biais de désirabilité sociale – Certains électeurs n'assument pas ouvertement leur vote pour des partis controversés comme l'AfD, ce qui entraîne une sous-estimation de leur score.
- Écarts de participation – Les jeunes votants, favorables aux Verts et au SPD, votent moins que les électeurs plus âgés, fidèles à la CDU/CSU.

Nouvelle loi électorale, qui sera appliquée pour la première fois. La loi précédente cherchait à garantir la proportionnalité, avec des sièges additionnels accordés pour garantir une meilleure représentativité. Tout cela permettait de prédire plus facilement la composition du Bundestag, mais ce n'est plus forcément le cas aujourd'hui. Ainsi, nous ne sommes pas à l'abri de surprises et que les partis les mieux implantés localement soient avantagés.

–

À l'approche des élections, les sondages offrent un aperçu précieux mais non définitif de l'échiquier politique allemand. La CDU/CSU domine la course, tandis que l'AfD se renforce. Le SPD peine à mobiliser, et les Verts parviennent à se maintenir, tandis que le FDP, le BSW et Die Linke luttent pour leur survie. Si l'histoire montre que les tendances des sondages sont

généralement fiables, le scrutin final dépendra de la mobilisation des électeurs et des dynamiques de dernière minute. Cette élection s'annonce comme l'un des scrutins les plus déterminants de l'histoire récente de l'Allemagne.

VERS UNE FORTE PROGRESSION ELECTORALE DE L'EXTREME DROITE

UNE TENDANCE OBSERVEE LORS DES ELECTIONS DE L'ANNEE 2024

Le 9 juin 2024, lors des élections européennes, l'Alternative für Deutschland (AfD) a réalisé une percée notable en obtenant 15,9 % des voix, ce qui lui a permis de décrocher 15 sièges au Parlement européen.

Cette progression reflète une augmentation de près de 4 points de pourcentage par rapport aux élections de 2019. La CDU/CSU est restée en tête avec 30 % des suffrages et 31 sièges, tandis que le SPD a recueilli 13,9 % des voix, enregistrant une légère diminution par rapport à 2019. Les Verts, quant à eux, ont subi une baisse significative, passant de 20,5 % en 2019 à 11,9 % en 2024, perdant ainsi neuf sièges. Par ailleurs, le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), fondé en janvier 2024, a fait une entrée remarquée en obtenant 6,2 % des voix et six sièges.

Ces résultats traduisent une fragmentation accrue de l'électorat allemand, avec une montée en puissance des partis aux extrêmes du spectre politique. L'AfD a particulièrement bien performé dans les Länder de l'ex-Allemagne de l'Est, remportant la majorité des circonscriptions dans ces régions. Cette tendance souligne un clivage persistant entre l'Est et l'Ouest du pays, tant sur le plan économique que politique.

Pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, un parti d'extrême droite est en passe de réaliser des gains électoraux substantiels,

remettant en question des tabous établis depuis la chute du Troisième Reich.

UNE TENDANCE QUI REPOSE SUR UNE CONTINUITE HISTORIQUE RECENTE

L'architecture politique de l'Allemagne a été soigneusement conçue après la Seconde Guerre mondiale pour éviter la répétition des erreurs du passé. La République fédérale, établie en 1949, repose sur des garanties démocratiques essentielles, avec un système parlementaire conçu pour neutraliser les extrémismes. La Loi fondamentale (Grundgesetz) n'est pas seulement un texte constitutionnel, mais un rempart contre l'autoritarisme. Les partis adoptant des plateformes ouvertement extrémistes ont été soumis à des restrictions légales, et des organisations comme le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) ont été reléguées aux marges de la politique.

Malgré ces garde-fous, l'extrême droite n'a jamais complètement disparu. Fondé en 1964, le NPD a gagné en influence à la fin des années 1960, notamment en Allemagne de l'Ouest, où les perturbations économiques post-miracle ont nourri des sentiments nationalistes. **Cependant, le parti n'a jamais réussi à franchir le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Bundestag.** La combinaison d'une surveillance étatique accrue, d'une opposition sociétale forte et d'une mémoire collective marquée par la guerre a maintenu ces mouvements à distance.

La réunification de l'Allemagne en 1990 a révélé des disparités économiques et culturelles profondes. Après quatre décennies de régime communiste, l'ex-RDA a peiné à s'intégrer au système capitaliste de l'Ouest. Cette fracture a alimenté un sentiment d'abandon, notamment dans des régions comme la Saxe, le Brandebourg et la Thuringe, où le taux de chômage dépassait les 15 % dans les années 1990. Le ressentiment croissant envers les immigrés a conduit à des épisodes violents, comme les émeutes de Rostock-Lichtenhagen en 1992, qui ont marqué l'un des pires déchaînements de xénophobie de l'après-guerre.

L'AfD est née en 2013 en réaction à la crise de la zone euro. Son premier combat politique portait sur la souveraineté économique, contestant les plans de sauvetage européens et les transferts financiers vers des économies en difficulté comme la Grèce. À ses débuts, le parti était dirigé par des économistes eurosceptiques et des intellectuels conservateurs, bien loin des nationalistes radicaux qui allaient ensuite en prendre le contrôle.

Le tournant décisif de l'AfD est survenu avec la crise migratoire de 2015. La décision d'Angela Merkel d'accueillir plus d'un million de réfugiés en provenance de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak a provoqué un vif rejet dans l'opinion publique, notamment dans l'est et les zones rurales du pays. **Entre 2015 et 2017, le soutien à l'AfD est passé de 5 % à près de 15 % au niveau national, avec des pics à 25 % dans certaines régions.** En se positionnant comme l'unique opposant à ce qu'elle a qualifié de « folie migratoire », l'AfD a consolidé une base électorale composée de conservateurs déçus, d'anciens électeurs de gauche frustrés par la mondialisation et d'une classe ouvrière en perte de repères. Dès 2019, l'AfD s'est imposée comme le principal parti d'extrême droite en Allemagne, marginalisant les autres groupes nationalistes et obtenant une représentation parlementaire stable. Le parti a durci son discours, certains de ses dirigeants, comme Björn Höcke, appelant à une révision de la mémoire historique allemande et à un rejet des politiques d'expiation post-Seconde Guerre mondiale.

L'un des moteurs principaux de la montée de l'AfD est le rejet croissant des partis traditionnels. Le gouvernement de coalition mené par Olaf Scholz a implosé sous le poids des divisions internes, illustrant les faiblesses structurelles du système politique actuel. Les scandales, les blocages institutionnels et l'incapacité à répondre aux préoccupations des citoyens ont conduit à une méfiance accrue envers le SPD, le CDU et les Verts, ouvrant ainsi un espace pour les alternatives populistes.

Un sondage de décembre 2024 révèle que 62 % des Allemands estiment que les élites politiques sont « déconnectées de la réalité ». Ce sentiment de

désillusion nourrit un électorat de plus en plus enclin à voter pour un parti qui prétend représenter « le peuple contre les élites ».

La question migratoire reste l'un des principaux catalyseurs du soutien à l'AfD. La crise de 2015 a marqué un tournant, et depuis, chaque nouvel épisode lié à l'immigration renforce la rhétorique anti-migrants du parti. En 2023 et 2024, la hausse des demandes d'asile et les tensions dans certaines villes ont renforcé le discours selon lequel le gouvernement a perdu le contrôle des frontières. Les récentes attaques ont également joué un rôle dans cette montée, alors que les Allemands ont le sentiment que c'est leur culture qui est prise pour cible. **Les dernières données du ministère de l'Intérieur indiquent que l'Allemagne a reçu plus de 350 000 demandes d'asile en 2024, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente.** L'AfD, en réponse, a intensifié son discours sur la nécessité de mesures radicales pour limiter ces flux migratoires.

Autre paramètre, l'inflation, la crise énergétique et les inquiétudes liées à l'avenir industriel de l'Allemagne nourrissent également l'adhésion à l'AfD. L'économie allemande a connu une croissance atone en 2024, avec un PIB en baisse de 0,3 % sur l'année, un recul de la production manufacturière et des perspectives incertaines pour l'industrie automobile. En parallèle, le sentiment d'un déclin du niveau de vie se répand. Une étude de l'Institut Ifo a révélé que 48 % des Allemands considèrent que leurs perspectives économiques se sont détériorées ces cinq dernières années. L'AfD a su capitaliser sur cette frustration en dénonçant les « élites » économiques et politiques accusées de négliger les intérêts du peuple.

Indépendamment des résultats exacts du scrutin du 23 février 2025, il est certain que l'AfD sortira renforcée de ces élections. Cette réalité pose plusieurs questions majeures. **Jusqu'à présent, le « cordon sanitaire » autour de l'AfD a empêché toute alliance avec les partis traditionnels.** Cependant, la pression pour former une majorité stable pourrait amener certaines formations, notamment la CDU, à reconsidérer leur position. Les déclarations récentes de figures de droite au sein de la CDU indiquent déjà

un débat interne sur la question de coopérer localement avec l'AfD. Mais il faut bien insister sur le degré local, pas sûr que l'approche soit la même au niveau fédéral.

L'AfD prône un nationalisme eurosceptique qui pourrait remettre en cause la position de l'Allemagne au sein de l'UE. Une poussée électorale significative du parti pourrait influencer la politique allemande vis-à-vis de Bruxelles et renforcer d'autres mouvements populistes en Europe, notamment en Hongrie, en Italie et aux Pays-Bas.

La montée en puissance de l'AfD pourrait également aggraver la polarisation politique en Allemagne. De nombreuses manifestations contre le parti ont déjà eu lieu, et la tension entre ses partisans et ses opposants risque de s'intensifier. Certains experts mettent en garde contre le risque de voir l'AfD radicaliser encore davantage son discours si elle continue de progresser électoralement.

À l'aube des élections anticipées de 2025, l'AfD n'est plus un acteur secondaire du paysage politique allemand : elle en est désormais une composante essentielle. Sa progression est une conséquence directe du mécontentement envers les partis traditionnels, de la crise migratoire et du malaise économique qui traverse le pays.

L'ALLEMAGNE ENTRE DANS LE « CAMP DES INGOUVERNABLES »

L'Allemagne, longtemps perçue comme un modèle de stabilité politique, semble aujourd'hui entrer dans une période d'incertitude et de fragmentation du paysage électoral. Pour trois raisons majeures, le pays s'apprête à basculer dans une dynamique proche de celle observée en France après les élections législatives du 7 juillet 2024.

L'axe de la droite et de l'extrême droite a gagné en influence au sein de l'opinion publique allemande. La CDU, le parti conservateur historique, recueille aujourd'hui entre 30 et 35 % des intentions de vote. L'AfD, parti populiste de droite radicale, progresse fortement avec des estimations oscillant autour de 20 %. Ensemble, ces deux formations pourraient constituer une majorité parlementaire.

Cependant, cette majorité théorique dans les intentions de vote ne se traduit pas en une capacité effective à gouverner. **La CDU, sous la pression de la droitisement de son électorat et d'une concurrence accrue de l'AfD, a durci son discours, notamment sur les questions migratoires et sécuritaires.** Mais cette inflexion n'est pas suffisante pour changer la donne électorale : l'AfD continue de capter une partie importante de l'électorat contestataire, et surtout, le cordon sanitaire mis en place entre la droite et l'extrême droite empêche toute alliance.

Le deuxième facteur d'ingouvernabilité de l'Allemagne tient à la persistance du cordon sanitaire entre la CDU et l'AfD. Malgré la montée en puissance de l'AfD et sa percée électorale, aucun parti traditionnel n'accepte de s'allier avec lui. L'ostracisation de l'AfD par les partis de gouvernement rend impossible toute coalition incluant la droite radicale, ce qui limite les options pour la formation d'une majorité parlementaire.

La CDU se retrouve ainsi dans une situation paradoxale. D'un côté, elle a adapté son discours en direction d'un électorat plus à droite et à tonalité

plus sécuritaire, espérant contenir la poussée de l'AfD. D'un autre, elle ne peut pas traduire cette stratégie en coalition, car l'AfD refuse tout accord avec elle, misant sur une dynamique à moyen terme qui lui permettrait de dépasser la CDU.

En effet, **la stratégie de l'AfD semble reposer sur une croissance progressive de son poids électoral, et non sur une intégration dans le système des alliances traditionnelles.** Cette dynamique rappelle celle de certains partis populistes en Europe, qui préfèrent capitaliser sur leur influence plutôt que de s'associer à des partenaires qui pourraient les contraindre.

Si l'option d'une alliance des droites est bloquée, la gauche de gouvernement peut faire preuve de résilience. **Elle pourrait à terme comme une alternative.** Le bloc des partis de gouvernement de gauche (SPD et Verts) totalise environ 30 % des intentions de vote. **Il pourrait être à l'image du PS français d'Olivier Faure en 2022 et de Benoit Hamon en 2017 se tourner vers une alliance avec la gauche radicale.** Celle-ci, désunie et en proie à une bataille pour le leadership, représente tout de même environ 10 % des Allemands. Ainsi, on pourrait assister à **un renversement des alliances si l'union des droites bloque le pays à l'image de l'Espagne, où Pedro Sanchez (PSOE) a réussi à former une coalition allant du centre-gauche à l'extrême gauche sans être majoritaire.** Mais les dissensions entre les forces de gauche restent, pour l'heure, un frein à la constitution d'une alternative claire et cohérente.

Si aucune coalition majoritaire claire ne se dégage, l'Allemagne pourrait se retrouver dans une situation comparable à celle de la France post-7 juillet 2024. **Une alliance théorique des droites majoritaire dans les cœurs, mais incapable de se traduire en majorité effective à cause du cordon sanitaire,** et un pacte de non-censure allant de la CDU au SPD et aux Verts, maintenant un statu quo politique.

Face à cela, **il existe une autre hypothèse à moyen terme : la constitution d'une coalition type "Nouveau Front Populaire"**, c'est-à-dire une union de la gauche de gouvernement qui tirerait progressivement vers des positions plus à gauche. Cette dynamique dépendra largement de la capacité des partis d'extrême gauche à surmonter leurs divisions internes et à s'accorder sur un programme commun.

Dans tous les cas, **l'Allemagne semble s'engager dans une période d'instabilité politique où les anciens équilibres ne fonctionnent plus, et où de nouvelles recompositions sont inévitables**. L'échiquier politique allemand entre ainsi dans une phase de transition dont l'issue reste incertaine, marquée par un affrontement croissant entre les blocs, une absence de majorité viable et une fragilisation de la gouvernabilité du pays.

Vers une grande coalition CDU/SPD ?

Ce scénario, bien qu'étant le plus plausible, pose de nombreuses questions sur l'efficacité de la future gouvernance et sur l'impact d'une coalition hétérogène sur la politique allemande à moyen et long terme.

La position de la CDU/CSU et les tendances des sondages

Les sondages des derniers mois placent la CDU/CSU en tête avec environ 30 % des intentions de vote, marquant une nette progression par rapport aux élections de 2021 où elle avait enregistré son pire score historique (24,1 %). Cette remontée s'explique en grande partie par l'impopularité du gouvernement sortant dirigé par le SPD, les inquiétudes économiques croissantes et un recentrage du débat politique sur des thèmes favorables aux conservateurs, tels que l'immigration, la sécurité et la compétitivité industrielle.

En revanche, le SPD, sous la direction du chancelier Olaf Scholz, peine à convaincre l'électorat, affichant un score historiquement bas autour de 15 %, bien loin de son résultat de 25,7 % en 2021.

Enfin, les Verts, en perte de vitesse, oscillent autour de 12 %, pénalisés par la priorité donnée aux enjeux économiques au détriment de l'agenda écologique. Mais ils restent présents et seront audibles dimanche soir.

Friedrich Merz : un chancelier probable mais sans majorité

Friedrich Merz, leader de la CDU, s'est imposé comme le principal challenger face à la coalition sortante. Figure conservatrice et ardent défenseur du libéralisme économique, il incarne un retour à des politiques pro-business et de réduction de la bureaucratie. Son programme "Agenda 2030" met l'accent sur les baisses d'impôts, la relance industrielle et une approche plus stricte en matière d'immigration.

Toutefois, même avec une victoire électorale, la CDU/CSU ne pourra pas gouverner seule. Avec un total estimé entre 190 et 200 sièges sur les 630 du Bundestag, elle devra nécessairement composer avec d'autres partis. Si une alliance avec le FDP aurait été envisageable, l'affaiblissement de ce dernier (autour de 5 % dans les sondages) rend cette option improbable. Toute coopération avec l'AfD reste exclue en raison du cordon sanitaire maintenu par la CDU.

La nécessité d'une coalition CDU/CSU-SPD

Le scénario le plus probable reste donc celui d'une "grande coalition" CDU/CSU-SPD, une formule déjà expérimentée par le passé, mais de plus en plus rejetée par l'électorat. Ce type d'alliance a souvent été perçu comme synonyme d'immobilisme et a contribué à l'essor des partis populistes. Néanmoins, faute d'alternative crédible, ce compromis pourrait s'imposer par nécessité.

Au sein du SPD, la question du leadership sera déterminante. Olaf Scholz, affaibli et de plus en plus critiqué, sera écarté des négociations au profit d'une figure plus consensuelle comme Boris Pistorius, actuel ministre de la Défense et l'un des rares responsables sociaux-démocrates à jouir d'une popularité intacte. On a souvent entendu que les deux partis historiques

allemands devaient s'entendre, et que l'affrontement brutal entre Merz et Scholz lors du dernier débat était surtout personnel. L'un des deux devant sauter pour permettre l'avancée des négociations. Ce sera au perdant de céder sa place, rôle qui devrait revenir à Olaf Scholz.

L'inclusion probable des Verts et les tensions internes à la future coalition

Si le SPD seul ne suffit pas à garantir une majorité, les Verts deviendraient un partenaire incontournable. Bien que traditionnellement plus proches du SPD, ils ont déjà gouverné avec la CDU à l'échelle régionale et pourraient être ouverts à un compromis. Toutefois, une coalition à trois soulèverait des tensions sur des sujets clés :

- Politique économique : la CDU prône la réduction des dépenses publiques et des impôts, tandis que les Verts défendent une politique d'investissements massifs.
- Environnement : un axe central du programme des Verts, difficilement conciliable avec les positions plus conservatrices de la CDU sur la transition énergétique.

Une telle coalition serait viable sur le papier, mais risquerait d'être paralysée par des divergences idéologiques profondes, limitant sa capacité à mener des réformes de fond. Ainsi, l'hypothèse de voir le FDP se greffer à cet accord en remplacement des Verts serait cohérent du fait de leur proximité en économie avec la CDU/CSU (encore faut-il dépasser les 5%).

Conséquences politiques : un statu quo fragile et une montée inéluctable de l'AfD

Le principal danger d'un gouvernement de coalition CDU-SPD-Verts est qu'il risque de ne satisfaire personne. Une politique centriste de compromis pourrait accentuer la frustration des électeurs de droite qui espéraient un véritable virage conservateur. Merz a souvent signifié la nécessité d'un gouvernement d'action, avec une ligne claire et qui ne se dispute pas constamment. Mais une telle alliance gouvernementale irait à l'encontre de

cela, ce que les électeurs pourraient lui faire payer. De plus, la montée inexorable de l'AfD, en particulier dans l'Est où elle dépasse les 30 %, montre que l'insatisfaction populaire ne faiblit pas.

Enfin, la CDU elle-même reste divisée. Certains de ses cadres prônent un retour à la modération façon Merkel, tandis que d'autres, notamment sous l'impulsion de Merz, veulent un durcissement du discours sur l'immigration et la sécurité. Ces contradictions internes pourraient compliquer la gouvernance à moyen terme.

Une victoire en trompe-l'œil

Bien que la CDU/CSU soit en passe de remporter les élections de 2025, l'absence de majorité claire l'obligera à former une coalition qui diluera son programme. Un gouvernement CDU-SPD-Verts serait stable mais inefficace, alimentant encore davantage le rejet des partis traditionnels et ouvrant la voie à une percée encore plus forte de l'AfD lors des prochaines élections.

Plutôt qu'une victoire éclatante, ces élections risquent d'être une phase transitoire annonçant une recomposition politique plus profonde en Allemagne. Si les partis modérés ne parviennent pas à répondre aux attentes des électeurs, le paysage politique pourrait connaître un bouleversement majeur dans les années à venir. Les élections de 2025 ressemblent donc à la dernière chance des partis traditionnels...

Union des droites CDU/CSU avec AfD

L'un des scénarios les plus controversés – bien que théoriquement possible – d'après l'élection suscite un vif débat : une alliance entre la CDU/CSU et l'Alternative für Deutschland (AfD). Avec la montée en puissance de l'AfD et l'absence probable d'une majorité absolue pour la CDU/CSU, une telle coalition serait, d'un point de vue strictement arithmétique, une option envisageable. Toutefois, la réalité politique, les fractures idéologiques et les implications internationales rendent une telle alliance hautement improbable.

Une alliance mathématiquement possible : les chiffres en faveur

D'après les derniers sondages, la CDU/CSU est en tête avec près de 30 % des intentions de vote, suivie par l'AfD avec 20 %. Ensemble, ces deux forces politiques obtiendraient environ plus de 50 % des voix, ce qui suffirait pour obtenir une majorité absolue au Bundestag. Une telle coalition disposerait d'une solide assise parlementaire, surpassant largement les projections du SPD (15 %) et des Verts (12 %), qui peinent à mobiliser leur électorat.

En termes d'implantation régionale, cette alliance serait particulièrement forte dans les Länder de l'Est, où l'AfD dépasse les 30 % dans certaines régions comme la Saxe, la Thuringe et le Brandebourg. La CDU/CSU, bien que plus faible dans ces régions qu'en Bavière ou en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, pourrait capitaliser sur cette dynamique en obtenant le soutien des électeurs conservateurs déçus du centrisme des précédentes grandes coalitions.

Pourquoi un tel scénario reste improbable ?

Malgré la faisabilité mathématique, plusieurs éléments rendent cette alliance difficilement concevable :

1. L'incompatibilité idéologique et historique

L'AfD a émergé en 2013 comme une force eurosceptique avant d'évoluer vers un parti nationaliste et identitaire. La CDU/CSU, bien que conservatrice sur plusieurs sujets (immigration, économie, famille), reste attachée à un cadre institutionnel européen et à une ligne démocrate-chrétienne qui entre en opposition frontale avec certaines des positions les plus radicales de l'AfD.

Les dirigeants de la CDU/CSU ont régulièrement réaffirmé leur refus de toute alliance avec l'AfD. Friedrich Merz, chef de la CDU, a déclaré à plusieurs reprises que « toute coopération avec l'AfD est exclue tant que je serai à la

tête du parti ». Markus Söder, dirigeant de la CSU, a également martelé que « la ligne rouge ne sera jamais franchie », insistant sur l'incompatibilité des valeurs entre les deux partis.

2. La pression internationale et les risques d'isolement

Une alliance CDU/CSU-AfD aurait des répercussions profondes sur la scène internationale. L'Allemagne, pilier de l'Union européenne et de l'OTAN, verrait sa réputation sévèrement écornée si un parti classé comme "extrême droite" gouvernait pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'Union européenne pourrait réagir en imposant des sanctions ou en réduisant la coopération avec l'Allemagne sur certains dossiers cruciaux, comme les financements européens et les politiques climatiques. De plus, les partenaires occidentaux de Berlin – notamment la France – verraient d'un très mauvais œil une telle évolution, craignant une montée du nationalisme et une déstabilisation de l'ordre européen.

3. Le risque d'une fracture interne au sein de la CDU/CSU

Si une telle alliance venait à être envisagée, elle provoquerait une crise interne majeure au sein de la CDU/CSU. Plusieurs figures influentes, notamment en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Bavière, s'opposeraient farouchement à tout rapprochement avec l'AfD, menaçant même de quitter le parti.

À titre de comparaison, lorsque la CDU locale en Thuringe a brièvement coopéré avec l'AfD en 2020 pour élire un ministre-président, cela a déclenché une crise nationale, avec la démission d'Annegret Kramp-Karrenbauer, alors présidente de la CDU.

4. La perception de l'électorat et le risque d'un backlash

Même parmi les électeurs conservateurs, une majorité ne souhaite pas une alliance avec l'AfD. Un sondage de l'institut Forsa en janvier 2025 montre que 68 % des électeurs de la CDU/CSU rejettent toute collaboration avec l'AfD.

Une telle alliance pourrait provoquer une fuite d'électeurs modérés vers d'autres partis, notamment le FDP ou même le SPD. Inversement, les électeurs de l'AfD, très critiques à l'égard du système politique traditionnel, pourraient voir d'un mauvais œil un rapprochement avec un parti qu'ils perçoivent comme faisant partie de l'« establishment ». Une telle Alliance pourrait signifier la mort de l'AfD, parti qui s'est construit sur une contestation et critique des politiques traditionnels...

Une hypothèse qui alimente le débat mais peu probable en pratique

Si une coalition CDU/CSU-AfD est mathématiquement possible, elle demeure politiquement irréaliste à court terme. L'incompatibilité idéologique, les pressions internationales, la fracture interne qu'elle provoquerait au sein de la CDU/CSU et le rejet majoritaire de l'électorat en font un scénario peu probable. Pour autant, rien n'est impossible en politique et Friedrich Merz pourrait bien nous surprendre après les élections...

Cependant, la montée continue de l'AfD et la fragmentation du paysage politique allemand posent une question fondamentale : que se passera-t-il si les équilibres actuels deviennent intenable ? L'avenir politique de l'Allemagne repose sur une équation délicate entre pragmatisme, idéologie et réalités électorales. La CDU devra bientôt répondre à une question cruciale : quelle stratégie adopter face à un AfD qui, loin de faiblir, s'ancre durablement dans le paysage politique allemand ?

Gouvernement minoritaire et instabilité

Un scénario souvent évoqué, mais rarement approfondi, est celui d'un gouvernement CDU/CSU seul, sans coalition. En théorie, si le parti obtenait une majorité absolue, il pourrait gouverner sans partenaire, mettant en

œuvre son programme sans compromis. Mais est-ce un scénario réaliste dans le contexte politique actuel ?

La faisabilité mathématique : une majorité absolue possible ?

Les sondages actuels placent la CDU/CSU en tête avec environ 31 % des intentions de vote. Cependant, pour obtenir une majorité absolue au Bundestag (315 sièges sur 630), il faudrait que l'Union dépasse les 45 % des suffrages, une performance que le parti n'a pas réalisée depuis plusieurs décennies.

Historiquement, la CDU/CSU a rarement gouverné seule. La dernière fois qu'un parti unique a obtenu une majorité absolue en Allemagne fut en 1957, lorsque la CDU/CSU, sous la direction de Konrad Adenauer, a remporté 50,2 % des voix. Depuis lors, le paysage politique s'est fragmenté avec l'émergence de nouveaux partis comme les Verts, l'AfD, Die Linke ou le BSW, rendant une victoire majoritaire quasi impossible.

Les défis d'un gouvernement CDU/CSU sans coalition

Même en obtenant une majorité relative mais pas absolue, l'idée d'un gouvernement minoritaire CDU/CSU pourrait émerger. Cependant, ce scénario poserait plusieurs défis majeurs :

1. Une instabilité législative accrue

Gouverner seul sans majorité au Bundestag signifie que chaque loi nécessiterait une négociation au cas par cas avec l'opposition. Cela compliquerait l'adoption des réformes et pourrait aboutir à un blocage institutionnel, surtout sur des sujets controversés comme la politique budgétaire ou la transition énergétique.

2. La nécessité de rechercher des soutiens ponctuels

Dans un gouvernement minoritaire, la CDU/CSU devrait chercher des accords ponctuels avec des partis comme le FDP ou même le SPD sur certains sujets. Cependant, cela impliquerait de nombreuses concessions, limitant l'efficacité d'une gouvernance autonome.

3. La pression des marchés et des partenaires internationaux

L'Allemagne est un acteur clé de l'Union européenne et une instabilité politique prolongée pourrait inquiéter les partenaires européens et les marchés financiers. Une CDU/CSU gouvernant seule sans majorité stable serait perçue comme vulnérable, ce qui pourrait nuire à la crédibilité du pays sur la scène internationale.

Les précédents historiques : Quand la CDU/CSU a-t-elle gouverné seule ?

Comme mentionné, la seule fois où la CDU/CSU a gouverné seule au niveau fédéral remonte à 1957. À cette époque, l'électorat était moins fragmenté et la CDU/CSU dominait le paysage politique. Depuis les années 1960, l'Allemagne a toujours été gouvernée par des coalitions, rendant l'idée d'un retour à un gouvernement monopartite hautement improbable.

Au niveau régional, des gouvernements minoritaires ont parfois existé, mais ils ont souvent été éphémères ou ont nécessité des accords informels avec d'autres partis pour survivre. Le cas du Schleswig-Holstein en 1987, où la CDU a tenté de gouverner sans majorité, montre que ce type de gouvernement est souvent instable et de courte durée.

Les implications politiques d'un gouvernement CDU/CSU seul

Si un gouvernement CDU/CSU seul devait émerger, cela signifierait un basculement dans la dynamique politique allemande. Cependant, plusieurs conséquences seraient à prévoir :

- Une radicalisation du débat politique : en l'absence de coalition, la CDU/CSU devrait se positionner plus fermement sur ses priorités économiques et migratoires, ce qui pourrait polariser davantage le débat politique.
- Une montée en puissance de l'AfD : en ne partageant pas le pouvoir avec d'autres partis, la CDU/CSU pourrait alimenter l'idée d'un "système fermé", renforçant ainsi le discours populiste de l'AfD.
- Une pression accrue sur les élections suivantes : un gouvernement minoritaire CDU/CSU serait sous la menace constante d'élections anticipées, rendant la stabilité politique incertaine.

Un scénario hautement improbable

Si la CDU/CSU remportait une majorité absolue, un gouvernement monopartite serait envisageable. Toutefois, compte tenu du système politique allemand et de la fragmentation du vote, ce scénario reste extrêmement improbable. Un gouvernement minoritaire CDU/CSU, bien que théoriquement possible, présenterait de sérieux obstacles en termes de gouvernabilité et de stabilité.

Le plus probable reste donc un gouvernement de coalition, où la CDU/CSU se retrouve en position dominante.

CONSEQUENCES DE L'INSTABILITE POLITIQUE : DE NOUVELLES ELECTIONS A VENIR ?

Face à une fragmentation du paysage politique, qui devrait découler sur un Bundestag fragmenté sans possibilité d'Alliance, et à la difficulté de former un gouvernement stable, une question émerge : de nouvelles élections seraient-elles une issue plausible ?

Les précédents d'élections anticipées en Allemagne

L'Allemagne est connue pour sa stabilité politique, mais des élections anticipées ont déjà eu lieu par le passé. Deux cas notables se sont produits (hors 2025):

- 1972 : Willy Brandt (SPD) a convoqué de nouvelles élections après avoir perdu sa majorité parlementaire. Le scrutin a renforcé sa position, permettant un gouvernement stable.
- 1982-1983 : Helmut Kohl (CDU) a renversé le chancelier Helmut Schmidt (SPD) par une motion de censure constructive, entraînant des élections anticipées en 1983 qui ont consolidé son pouvoir.

Ces précédents montrent que de nouvelles élections ne sont pas impossibles en Allemagne, mais restent exceptionnelles. Elles sont généralement déclenchées par une impasse politique majeure ou une crise de légitimité du gouvernement en place.

La difficulté à former une coalition : Délais et négociations

La formation d'un gouvernement en Allemagne repose sur des négociations complexes entre plusieurs partis. Les délais pour former une coalition varient considérablement :

- 2017 : Il a fallu 172 jours pour qu'Angela Merkel forme une coalition avec le SPD après l'échec des discussions avec les Verts et le FDP.

- 2021 : Après les élections de septembre, il a fallu 73 jours pour que la coalition "feu tricolore" (SPD, Verts, FDP) soit mise en place.
- 2005 : 65 jours ont été nécessaires pour qu'Angela Merkel et le SPD négocient leur première "grande coalition".

En cas d'élections anticipées, ces délais pourraient être similaires, voire plus longs si la fragmentation politique persiste.

Comment de nouvelles élections pourraient-elles être déclenchées ?

Contrairement à d'autres démocraties, les élections anticipées en Allemagne ne peuvent pas être décidées unilatéralement par le gouvernement en place. Elles nécessitent un processus spécifique :

- Un vote de défiance constructif : Un chancelier en fonction peut être renversé seulement si une majorité du Bundestag élit un remplaçant.
- Une dissolution du Bundestag par le président fédéral : Si aucun gouvernement stable ne peut être formé, le président peut dissoudre le Bundestag et convoquer de nouvelles élections.
- Le rejet répété d'un candidat à la chancellerie : Si aucun candidat ne parvient à obtenir une majorité absolue après plusieurs tentatives, des élections anticipées peuvent être convoquées.

Si de nouvelles élections avaient lieu, le résultat serait-il différent ?

Des élections anticipées ne garantissent pas nécessairement un changement radical de résultats, mais elles peuvent clarifier la situation en consolidant un bloc politique.

Plusieurs scénarios sont possibles :

- Un renforcement du CDU/CSU : Si le parti de Friedrich Merz convainc davantage d'électeurs que la stabilité passe par lui, il pourrait améliorer son score.
- Une percée de l'AfD : En cas de mécontentement accru, l'AfD pourrait tirer profit d'une impasse politique pour progresser encore davantage.
- Une résurgence du SPD et des Verts : Si les électeurs perçoivent l'instabilité comme une conséquence d'une dérive droite, ils pourraient se mobiliser pour les partis du centre-gauche.

Une hypothèse peu probable mais pas impossible

Si l'histoire politique allemande montre que de nouvelles élections peuvent être convoquées en cas d'impasse, ce scénario reste improbable à court terme. L'Allemagne privilégie des compromis et des coalitions, même difficiles à négocier, plutôt que de retourner aux urnes rapidement. Cependant, dans un contexte de fragmentation politique croissante et de montée des extrêmes, le risque d'un blocage durable ne peut être exclu.

En définitive, **si aucune majorité claire ne se dégage et qu'aucun compromis acceptable ne peut être trouvé**, de nouvelles élections pourraient devenir une option réaliste, prolongeant l'incertitude politique et redéfinissant le paysage électoral allemand pour les années à venir.

CONCLUSION

Les élections fédérales allemandes de février 2025 représentent bien plus qu'un simple scrutin. Elles constituent un tournant décisif pour l'avenir politique du pays, marquant soit la résilience des partis traditionnels, soit leur déclin définitif au profit de forces populistes et radicales. Après plusieurs années d'instabilité gouvernementale sous la coalition "feu tricolore", l'Allemagne est confrontée à une crise politique sans précédent, où les partis historiques – CDU/CSU et SPD en tête – jouent leur avenir comme partis dits de gouvernement et capable de piloter l'avenir du pays.

Depuis l'échec du gouvernement Scholz, l'opinion publique allemande se détourne de plus en plus des formations politiques traditionnelles, perçues comme inefficaces et incapables de répondre aux préoccupations majeures du pays : l'économie en difficulté, la montée de l'AfD, la gestion de l'immigration et l'instabilité sociale. La CDU/CSU, bien que favorite, peine à convaincre avec une stratégie trop prudente, tandis que le SPD est en pleine débâcle, peinant à proposer une alternative crédible après quatre années chaotiques. Ces failles offrent un terrain fertile à l'extrême droite de l'AfD et au populisme de gauche du BSW ou de Die Linke, dont la montée en puissance traduit un rejet croissant du statu quo.

Les conséquences de ces élections vont bien au-delà du cadre national. Une nouvelle impasse politique, ou pire, une montée en puissance des extrêmes, pourrait profondément altérer le rôle de l'Allemagne en Europe. Le pays, longtemps perçu comme le pilier de la stabilité au sein de l'UE, risque désormais d'être vu comme un facteur d'incertitude, avec un gouvernement faible, incapable de prendre des décisions fermes sur des sujets cruciaux comme la défense européenne, la transition énergétique ou la politique budgétaire. L'instabilité allemande pourrait accentuer la fragmentation européenne, notamment en matière de coordination économique et stratégique. De plus, un affaiblissement du leadership allemand, pourrait permettre à d'autres puissances comme la France ou la Pologne de jouer un rôle accru dans les négociations européennes.

La montée de l'AfD pose un défi majeur à l'équilibre démocratique du pays. L'ascension du parti d'extrême droite n'est plus simplement un phénomène régional limité à l'Est, mais un mouvement de fond qui s'étend progressivement à l'échelle nationale. Une percée électorale significative de l'AfD pourrait non seulement compliquer la formation d'un gouvernement, mais aussi polariser davantage la société allemande, avec un risque accru de tensions internes et d'un isolement international.

Face à cette situation, les partis traditionnels n'ont plus droit à l'erreur. Un nouvel échec dans la formation d'un gouvernement stable pourrait ouvrir la voie à un bouleversement politique inédit, où les prochaines élections, plutôt que de rétablir un équilibre, pourraient au contraire accélérer la fragmentation du paysage électoral. Si les formations modérées ne parviennent pas à proposer un projet crédible et à reconquérir la confiance des électeurs, les élections de 2025 ne seront qu'un prélude à une crise plus profonde, avec une Allemagne ingouvernable et en déclin sur la scène internationale.

En définitive, ce scrutin marque la dernière chance des partis traditionnels de prouver qu'ils restent capables de gouverner l'Allemagne. S'ils échouent, non seulement l'instabilité politique risque de perdurer, mais la prochaine élection pourrait voir un basculement encore plus net vers les extrêmes. Dans un contexte de crise économique et de tensions internationales croissantes, la stabilité allemande est plus que jamais un enjeu central pour l'Europe et le monde.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire.

Crédit photo : [2016 Berlin Christmas market truck attack](#), [EuroBill](#), via Wikimedia Commons, sous licence **CC0 1.0**.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*